

LE RADAR

Le trimestriel de la

001



Avril 2025



PÉTROLE

AVAL-AMONT :
UN SECTEUR COMPLEXE.

INDUSTRIE ET BALANCE COMMERCIALE

MUTATION AVANT
RÉÉQUILIBRAGE DURABLE

CACAO ET CAFÉ

COCKTAIL HAUSSIER SUR
LE MARCHÉ MONDIAL

Le bleu vous va si bien

Avec la BRED Madagasikara Banque Populaire, imaginez et construisez vos projets d'aujourd'hui et de demain.



BRED
MADAGASIKARA
BANQUE POPULAIRE

Là où vos ambitions rayonnent

Hanim **pitoloha**

Goûtez à la richesse des traditions culinaires malgaches

10 Juillet | 18 heures | Jardin
2025 | 30 | Andohalo



Partenaires :



TeknetGroup, premier intégrateur de solutions certifié ISO 9001:2015 à Madagascar, accompagne les entreprises dans la sécurisation de leurs infrastructures physiques et numériques, à Madagascar et dans la région. Nous concevons et déployons des solutions technologiques sur mesure en **systèmes d'information**, (Infrastructures réseaux cybersécurité), en **détection & sûreté - sécurité** (vidéosurveillance, contrôle d'accès, rayons X), en **cartes & identification**, (gestion identitaire, gestion des temps et Fintech), ainsi que pour les infrastructures aéroportuaires..

Notre mission est de garantir performance, fiabilité et sécurité pour des environnements connectés, intelligents et protégés.



NOS SOLUTIONS

SYSTÈME D'INFORMATION

- ✓ Réseaux et Système d'information
- ✓ Numérisation et Gestion documentaire
- ✓ Cybersécurité
- ✓ Développement informatique
- ✓ Vente de matériels et logiciels informatiques



CARTES & IDENTIFICATION

- ✓ Badges et cartes personnalisés
- ✓ Identifications des biens et des personnes
- ✓ Consommables
- ✓ Imprimantes
- ✓ Solutions technologiques pour toutes les entreprises

DÉTECTION & SÛRÉTÉ - SÉCURITÉ

- ✓ Vidéosurveillance
- ✓ Alarme et détection d'intrusion
- ✓ Systeme de sécurité incendie
- ✓ Contrôle d'accès et de gestion des identités
- ✓ Détection de produits dangereux et de substances illicites
- ✓ Géolocalisation
- ✓ Sécurité physique et protection des périmètres



- 🏠 Immeuble Trade Tower Alarobia 3ème étage
- 🌐 teknetgroup.com
- 🌐 TeknetGroup
- ☎ +261 32 03 313 59
- ✉ contact@teknetgroup.com



Fin d'un monde ou business as usual ?

« Nous étions les plus riches entre 1870 et 1913, lorsque nous étions un pays de droits de douanes », proclame Donald Trump, faisant référence à William McKinley, le 25^{ème} président des États-Unis, de janvier 1897 à son assassinat en septembre 1901.

Une cinquantaine de pays ont déjà signalé vouloir négocier avec Donald Trump des nouveaux droits de douanes. Ils seront de 47% supplémentaires pour les produits que Madagascar exportera vers les États-Unis. Rapprochant la démarche de Donald Trump de celle de son autre prédécesseur Herbert Hoover, qui avait promulgué le « Smoot-Hawley Tariff Act », le 17 juin 1930, le prospectiviste Philippe Desertine (directeur de l'Institut de Haute Finance, enseignant à IAE Paris et à Paris 1 Panthéon-Sorbonne), et auteur de l'ouvrage « Ceci n'est pas une crise, juste la fin d'un monde » (éditions Anne Carrière, 2009), se fait prophétique : « C'est un moment historique. Cela rappelle 1922 et 1930, deux moments où les États-Unis ont annoncé des droits de douane hallucinants dont on considère aujourd'hui que c'est ça qui a amené la crise de 1929, la grande dépression et la Deuxième guerre mondiale » (« C dans l'air », France 5, 3 avril).

Mais, les échanges commerciaux et leurs retombées économiques ont peut-être atteint un tel niveau de complexité qu'on peut s'obliger à être plus prudent, moins simpliste, pas aussi péremptoire. Dans ce concert de réprobations unanimes, Marc Fiorentino (spécialiste des marchés financiers et banquier d'affaires) dénonce le « florilège d'âneries

et de certitudes qu'on entend depuis 24 heures » (BFM TV, 4 avril). « Les taux d'intérêt ont baissé de façon drastique, dit-il, or c'est un gain de pouvoir d'achat et moins d'inflation. C'est passé inaperçu dans le tumulte général, mais les prix du pétrole ont baissé de 7%. La baisse du prix de l'énergie, avec la hausse de la production en Arabie saoudite, va compenser. On va finir avec un accord à Mar-a-Lago de 10% pour tout le monde. Et cela ce n'est pas la fin du monde, ce n'est pas la grande dépression, ce n'est pas deuxième guerre mondiale, ce n'est pas l'inflation, c'est business as usual ».

De fait, au lendemain du 2 avril 2025, « le jour de la Libération » annoncé par Donald Trump, huit pays de l'OPEP (Arabie Saoudite, Russie, Irak, Émirats arabes unis, Koweït, Kazakhstan, Algérie, Oman) mettront sur le marché 411.000 barils supplémentaires.

Aussitôt, le prix du baril de Brent, référence européenne, finissait la journée en baisse de 6,4%, autour de 70 Dollars (63 Euros).

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, une certaine idée du commerce fait consensus. Une posture plus ouverte qui remonte au « Reciprocal Trade Agreements Act », de mars 1934 : cette loi de Franklin Delano Roosevelt a dessiné le cadre global de la réduction des barrières tarifaires sur la base de la nation-la-plus-favorisée et prépara le terrain à la signature du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade, 1947), parachevée par la création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce, 1995).

Madagascar s'en est remis à ce cadre commercial, perpétuant indéfiniment un modèle réellement absurde. Au-delà des inquiétudes quant à la situation des capitaux et des emplois pouvant être impactés par les « taxes Trump », vient l'interpellation quant à la faiblesse de notre industrialisation pour espérer modifier les « termes de l'échange ». Dans les années 1960, les pays nouvellement indépendants dépendaient de la vente de matières premières à leurs anciens colonisateurs, tandis qu'ils s'approvisionnaient chez les mêmes anciens colonisateurs en produits manufacturés à haute valeur ajoutée. La CNUCED (conférence des Nations unies pour le commerce et le développement) avait été créée en 1964 pour « corriger » cette distorsion structurelle, mais au bout de 13 cycles de conférences en 50 ans, le « tiers-monde » fit place à des « PMA » (pays les moins avancés).

« L'agriculture comme base, l'industrie comme moteur » : ces mots avaient pu faire sourire de commisération au vu de la faillite socio-économique que fut l'expérimentation socialiste de 1975 à 1989. Trente cinq ans plus tard, l'actualité peut leur donner une seconde jeunesse.

Post-scriptum : Notre « panier de la ménagère » indique l'évolution du prix de certains produits. La viande de porc a été malencontreusement oubliée. J'ai ici quelques chiffres très personnels : au « Phô Resto », la « salade sofin-kisoa » est passée de 8.000 Ariary le 28 avril 2021 à 16.000 Ariary en ce 7 avril 2025. La THB 65 cl, qui l'accompagnait, a augmenté de 5.000 Ariary à 7.000 Ariary.

SOMMAIRE



LA VOIX DES LEADERS

◆ Rivo Andriamanalina



INDUSTRIE

◆ Balance commerciale : comment l'industrialisation pourrait avoir un véritable impact ?



ÉNERGIE

- ◆ Industrie du pétrole : Madagascar dispose d'une réserve estimée à 11 milliards de barils
- ◆ Carburant : les prix à la pompe ajustés en fonction du cours international
- ◆ Gaz naturel : tensions d'approvisionnement sur le marché mondial



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

◆ Économie mondiale et défis majeurs pour les pays en développement

◆ STCV : Pionnière du recyclage à Madagascar, entre innovation et reconnaissance

FILIÈRE CAFÉ – CACAO

◆ Cacao et café : cocktail haussier sur le marché mondial

38-40



INFOGRAPHIE - RELEVÉ DES PRIX ET COURS DES CHANGES

42-43



COMMERCE BILATÉRAL FRANCE MADAGASCAR

44-45



51



53



◆ Houssen Mebobaly :
Quand une racine oubliée
devient un produit
d'exception et un moteur
de changement



MOT DE L'AMBASSADEUR

Son Excellence M. Arnaud Guillois,
Ambassadeur de France à Madagascar

Chers amis,

La CCIFM nous fait le cadeau d'une toute nouvelle revue à destination de ses membres, qu'il s'agisse de ses partenaires, des groupements professionnels et des syndicats, des 119 chambres françaises dans le monde ou du grand public : « **LE RADAR** ». Je salue chaleureusement cette belle initiative. Et c'est bien volontiers que j'ai accepté d'accompagner cet événement par quelques mots d'introduction.

« **LE RADAR** » est ainsi conçu comme un espace d'échange et de réflexion, où l'on peut notamment puiser des analyses sur l'évolution de l'économie à Madagascar, dans les pays de l'Océan Indien et à l'international, des interviews de personnalités inspirantes, ainsi que des données pertinentes pour la prise de décision.

Porter une initiative telle que « **LE RADAR** » est un défi, autant qu'une nécessité.

Un défi car être une source d'information et d'analyse pour tous ceux qui s'intéressent à l'économie et au développement des affaires, requiert une curiosité de tous les instants, la mobilisation de compétences diversifiées, une ouverture d'esprit avérée, l'envie de partager et d'avancer !

Une nécessité car, dans un monde en perpétuelle mutation, il est fondamental de disposer d'outils qui permettent de naviguer avec discernement, de s'adapter et de renforcer sa position dans un environnement toujours plus concurrentiel.

« **LE RADAR** » devrait rapidement devenir un outil d'orientation de référence pour la communauté d'affaires franco-malgache, qui est particulièrement dynamique et œuvre quotidiennement pour renforcer les liens entre nos deux pays, historiques et solides, comme en témoigne un volume des échanges d'un milliard d'Euros par an depuis plusieurs années.

La CCIFM disposera ainsi d'un média pour amplifier son action d'animation et de promotion d'entreprises qui offrent des solutions durables, innovantes, respectueuses de la place des femmes et des hommes qui les composent, et de leur écosystème au travers de la RSE.

« **LE RADAR** » contribuera également à animer la francophonie économique, pour laquelle l'intérêt s'est confirmé avec le succès du salon FrancoTech, qui s'est tenu en octobre 2024, en marge du XIX^{ème} Sommet de la Francophonie en France, et auquel la CCIFM a participé avec enthousiasme.

Ce premier numéro se concentre sur l'industrialisation, un sujet d'une importance cruciale pour le développement économique de Madagascar. L'industrialisation représente non seulement un levier de croissance, mais aussi une opportunité de créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie de la population, pour un développement durable et inclusif.

« **LE RADAR** » est enfin le reflet de la qualité de l'engagement de la CCIFM et de ses membres que je souhaite ici féliciter. Longue vie à cette nouvelle publication !



PROPOS DE LA PRÉSIDENTE

Johanne Raharinosy

Chers membres,
Chers partenaires,

À l'heure où les mutations économiques redessinent sans cesse les équilibres mondiaux, Madagascar se trouve à un carrefour stratégique. Défis et opportunités s'y conjuguent, rendant plus que jamais nécessaire une lecture fine et éclairée des dynamiques à l'œuvre.

C'est dans cet esprit que « **LE RADAR** » s'impose désormais comme un magazine économique trimestriel, pensé pour offrir aux chefs d'entreprise et décideurs une analyse approfondie des grandes tendances locales et internationales.

Dans un contexte complexe, incertain et en perpétuelle évolution, il est essentiel de s'appuyer sur des outils de veille stratégique adaptés. « **LE RADAR** » n'est pas seulement un vecteur d'information : il est un véritable outil d'aide à la décision, une plateforme de réflexion, et un espace de partage d'analyses rigoureuses, structurées et fiables.

À travers des articles documentés, des données pertinentes et des analyses sectorielles ciblées, notre ambition est de mettre en lumière les signaux faibles autant que les grandes mutations. Notre objectif : nourrir la vision à long terme, renforcer la capacité d'anticipation des acteurs économiques, et accompagner les dynamiques de développement.

Cette publication s'inscrit pleinement dans la mission que s'est fixée la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Madagascar : promouvoir l'intelligence économique au service de notre tissu entrepreneurial.

Nous sommes heureux de vous présenter ce premier numéro, fruit d'un travail collectif animé par l'exigence de qualité. Puissent ces pages devenir, pour chacun d'entre vous, une ressource précieuse, un repère stratégique, et un allié fidèle dans la conduite de vos projets.

LE RADAR

Trimestriel de la CCI France Madagascar – Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

Fondateurs : Johanne Raharinosy, Alain Razafindrabe, Jonathan Ranjatoelina

Directeur de publication : Johanne Raharinosy

Rédacteur en chef : VANF

Secrétaire de rédaction (recueil des données, graphiques et infographies) : Nantenaina Ranaivosoa

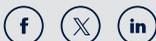
Contributeur culturel : UB Ihoby Rabarijhon

Contributeurs économiques : Christian Razakamanantsoa, Fanomezantsoa Nirina Randimbimanana

Graphisme et mise en page : Andriamanga Ramanamahefa / **Crédits photos** : CCIFM – Syndicat des Industries de Madagascar – STCV – Malakass – Freepik- Arbiochem – CEO Summit – French Tech – Musée de la photo Madagascar – Fondation H – Hakanto Contemporary – Malagasy Design Gaze – Madagascar Mozarteum – Co Berlin – Musuem of art – Fondation Louis Vuitton

Date de publication : Avril 2025 / **ISSN** : en cours d'inscription / **Imprimerie** : NIAG

Nombre de tirage : 750 exemplaires – **Contact** : +261 32 07 696 50 - radar@ccifm.mg



/// Le développement d'un pays passe par un secteur privé fort et structuré et je crois en la co-construction avec l'État d'une politique de développement ///

Rivo ANDRIAMANALINA

Dans cette interview, le fondateur du groupe ArBiochem revient sur les origines d'une aventure entrepreneuriale commencée en pleine crise politique, avec pour moteurs la vision, l'audace et la foi en Madagascar. Aujourd'hui acteur majeur de la nutrition et de la santé à Madagascar et au-delà, il partage également sa vision du rôle de l'État, des défis industriels et des opportunités dans un contexte géopolitique incertain.

Si vous pouviez raconter la motivation à la source d'ArBiochem

Je suis rentré à Madagascar en 2002, en pleine crise politique, après mes études en Europe en finance, management et relations internationales. Malgré des opportunités concrètes dans la banque d'investissement en Europe, l'appel du pays a été plus fort. J'ai alors rejoint l'entreprise familiale, spécialisée dans l'importation et la distribution d'intrants agricoles, en tant que directeur. Je l'ai développée jusqu'en 2009, avec des résultats probants. Mais en 2009, en pleine crise politique — une fois n'est pas coutume — ma femme et moi décidons de voler de nos propres ailes. C'est ainsi que naît la société ArBiochem, fondée fin 2009 à partir de nos économies personnelles et avec la confiance de notre banque his-

torique, la BMOI. Nos activités démarrent en janvier 2010.

À nos débuts, nous n'étions que trois personnes, installées dans un petit local de 12 m² sous les arcades d'Analakely — un magasin qui existe toujours aujourd'hui. Nous avons débuté avec l'importation et la distribution de produits de santé animale. Puis, petit à petit,

/// Notre groupe est **reconnu** pour sa **fiabilité**, le **respect** de sa parole et la **crédibilité** de sa signature. ///

nous avons élargi nos activités vers l'alimentation animale, puis la santé et la nutrition des plantes et enfin la santé et la nutrition humaine.

Nous avons gravi progressivement les échelons en diversifiant nos activités tout en gardant une cohérence d'ensemble en restant dans les secteurs de la santé et de la nutrition. Nous avons aussi intégré la chaîne de valeurs, notamment dans les filières porcine, tilapia et volaille : de la production de maïs jusqu'à l'élevage, la provenderie, la transformation, la distribution et même la restauration rapide.

En parallèle, nous avons développé en interne les métiers supports : construction, logistique, maintenance, et plus récemment, développement logiciel et transition énergétique. Cette année, nous avons franchi une nouvelle étape avec notre première implantation sur le continent africain avec la création d'Activo Congo. Aujourd'hui, notre groupe compte 13 sociétés,



Bassins de reproduction tilapia - Tsara Tilapia Brickaville

650 collaborateurs permanents et 350 non-permanents.

Mais au-delà des chiffres, l'histoire du groupe ArBiochem est avant tout une aventure entrepreneuriale humaine, portée par une conviction simple : Nous pouvons grandir en faisant grandir les autres — nos collaborateurs, nos clients, nos fournisseurs. C'est pourquoi nous nous définissons comme une entreprise à mission et des entrepreneurs à mission, souhaitant participer activement au développement et au rayonnement de notre pays.

Partenariats stratégiques ou acquisitions : l'une de ces deux options figure-t-elle dans votre optique pour renforcer votre position sur le marché ? Dans l'affirmative, quels seront les critères de sélection ?

Le groupe s'est construit dans une logique de partenariat. Il est très difficile d'atteindre ce niveau de croissance en 15 ans sans la confiance de nos fournisseurs et de nos banquiers qui ont soutenu le financement de notre développement. Notre groupe est reconnu

pour sa fiabilité, le respect de sa parole et la crédibilité de sa signature.

Sur le plan du maillage territorial, nous avons toujours privilégié la collaboration avec des partenaires locaux dans les régions plutôt que l'implantation d'agences en propre. Dans les villes où nous avons des agences en propre — nous en avons onze — elles ont été conçues pour mieux servir nos partenaires et nos clients et non pour les concurrencer.

Les partenariats stratégiques avec des acteurs internationaux de référence dans leurs métiers, ont toujours fait partie intégrante de notre vision de développement. Par exemple, dans la nutrition animale, nos usines ont été développées en partenariat avec Trouw Nutrition (leader mondial en nutrition agri : volaille, porc, vache laitière) et Skretting (N°1 mondial en nutrition aquacole). Lorsque nous nous déployons sur de nouveaux marchés à l'échelle régionale ou continentale, nous le faisons là où nous avons des partenaires solides et une proposition de valeur claire à apporter.

Concernant la stratégie d'acquisitions, je suis revenu depuis

quelques années à mes premières passions : la finance et le capital-investissement. Nous avons ainsi créé un véhicule d'investissement pour saisir des opportunités en prise de participation minoritaire ou majoritaire. Nous privilégions les acquisitions majoritaires lorsqu'il s'agit de renforcer verticalement nos chaînes de valeur ou de nous diversifier dans des segments complémentaires à nos métiers. Nous avons une appétence particulière pour les actifs dépréciés, que nous revalorisons via un management rigoureux, de nouveaux investissements et une restructuration organisationnelle et financière. C'est ce que nous avons fait exemple avec l'acquisition d'Unipharm en 2016 dans la distribution pharmaceutique et de Chicky en 2021 dans la restauration rapide spécialisée dans le poulet.

En minoritaire, nous privilégions les activités tournées vers l'export, tout en restant ouverts à d'autres opportunités si elles présentent un alignement de vision, de valeurs et de complémentarité stratégique avec nos métiers ou ceux des entreprises de notre portefeuille. Enfin, lorsque les projets sont plus ambitieux ou nécessitent des synergies particulières, nous sommes ouverts aux montages en club deal avec d'autres investisseurs.

Maintenant que vous êtes administrateur de l'Economic Development Board of Madagascar, quelle vision stratégique pensez-vous développer pour l'essor du secteur privé ?

J'ai été honoré d'être nommé administrateur de l'EDBM par son Excellence Monsieur Le Président de la République au titre de mes compétences et expériences dans le domaine de la réforme du climat des affaires, de la promotion

OSEZ L'EXCEPTIONNEL POUR UNE EXPÉRIENCE PREMIUM

- ✓ Un package avec les privilèges de la carte Premium Mastercard
- ✓ Une offre de placement et financement sur mesure
- ✓ Un traitement rapide et sécurisé de vos opérations domestiques et internationales



📍 Agence Premium - Bâtiment A2,
Explorer Business Park Ankorondrano

☎ 038 41 878 07

🌐 baobab.com

📘 Baobab Banque Madagascar

Nos chiffres clés

24
ESPACES DIGITAUX

37 775
AGENCES EMPLOYÉS

25 500
EMPRUNTEURS

375,8 B Ar
PRÊTS EN COURS

875
POINTS BAOBAB

366 000
CLIENTS

384,3 B Ar
DÉPÔTS EN COURS

525,6 B Ar
ACTIFS TOTAUX



CODE BIC DE BAOBAB BANQUE MADAGASCAR
BMADMGMGXXX

CODES BIC DES BANQUES CORRESPONDANTES
EURO | SOGEFRPPXXX
DOLLAR | ECOCFRPPXXX

et de la facilitation des investissements privés. Poste qui est par ailleurs, complémentaire avec celui de Président du Conseil National pour l'Industrialisation de Madagascar que j'occupe également.

Le développement d'un pays passe inévitablement par un secteur privé fort et structuré. Dans le même temps, aucun pays au monde n'est arrivé à un stade de développement avancé qu'avec un État fort et structuré. L'enjeu n'est pas uniquement d'attirer des Investissements Directs Étrangers mais aussi et surtout de créer un environnement où les entrepreneurs locaux peuvent émerger, se formaliser et croître. Et que par la suite, ils aient envie de continuer d'investir et de prendre des risques dans un environnement stable et prévisible.

Le rôle de l'EDBM est d'identifier les freins et de les lever, de débloquer les verrous à l'investissement productif, d'émettre des recommandations pour fluidifier les démarches et de créer les conditions pour que l'investissement privé local ou étranger, soit catalyseur de transformation. Nous devons également identifier les filières stratégiques, éclairer les décisions de l'État, orienter les investissements publics et apporter notre lecture du contexte socioéconomique et du climat des affaires en général.

Je ne suis qu'un administrateur de l'EDBM, parmi tant d'autres administrateurs. Je souhaite me différencier en apportant une voix entrepreneuriale, pragmatique et en même temps ambitieuse. Je crois en un État facilitateur, je crois en la capacité des entrepreneurs à relever les défis de demain, je crois en la co-construction avec

l'État d'une politique de développement.

Vous êtes également vice-président du SIM : comment voyez-vous la situation du secteur industriel à Madagascar et en particulier, celui de l'industrie agro-alimentaire ? Paurions-nous devenir le grenier de l'Océan Indien ?

Les industriels malgaches sont résilients, créatifs et engagés mais nous avons besoin d'un cadre plus stable, prévisible et incitatif. Je n'aime pas beaucoup d'ailleurs le mot « résilient » car il est connoté à la résignation alors même que nous sommes combatifs et pugnaces. Il est crucial d'instaurer des règles du jeu claires, applicables sur le long terme et co-construites avec les acteurs du secteur. Je sais que nous sommes tout à fait alignés avec notre Ministère de tutelle qui comprend nos préoccupations et avec qui nous partageons la même vision.



Poussins Activo - Couvoir Arivonimamo

Nous avons un vrai marché intérieur qui devrait être servi en très grande partie par les industriels locaux. Mais nous ne pourrions pas y arriver sans une forme de protectionnisme. Tous les grands pays industriels et agricoles au monde ont à un moment ou à un autre subventionné et protégé leurs industries. La plupart continuent encore aujourd'hui alors même que leur industrie est très dévelop-

pée et tournée vers l'exportation. Dans un pays comme le nôtre où l'énergie est chère et dans bien des cas, non disponible, et que les projets solaires et hydroélectriques structurants vont mettre du temps à sortir de terre et que les investissements pour la remise à norme et l'extension du réseau prendra encore plusieurs années, il est critique de mettre en place un dispositif pour aider les industriels à être autonomes en énergie.

Les autoproductions doivent être encouragées et financées. Que le coût de production soit compétitif par rapport aux autres grands pays exportateurs. Et que, s'il ne l'est pas, qu'on puisse mettre en place des mesures correctives pour la protection de la production locale.

Pareillement, l'utilisation de matières premières locales devraient être encouragée par rapport à l'utilisation de matières premières importées. Cela va dans le sens du développement et de la structuration des filières en amont. Pour que l'industrie agroalimentaire malgache puisse jouer un rôle central dans la sécurité alimentaire régionale, il faut que la plupart des ingrédients soient réunis et que les opérateurs régionaux puissent travailler dans la construction de la confiance pour pouvoir co-investir des deux côtés des frontières. Et puis, il faut que nos coûts logistiques soient raisonnables pour que l'on soit plus compétitif que des pays lointains.

Quelle est votre lecture de la guerre commerciale que le Président Trump a lancé au reste du monde et du nouveau régime douanier de 47% sur les exportations malgaches vers les États-Unis ?

Le monde s'est réveillé en choc il y a quelques jours en regardant le Président Trump distribuer les bons et les mauvais points

concernant le déficit commercial des Etats-Unis avec chacun des pays du monde. Madagascar est parmi les pays ayant reçu la plus mauvaise note avec 47% de taxes d'importations dont le calcul est basé sur l'asymétrie des échanges commerciaux ; Madagascar exportant pour 733 millions USD pour 53 millions USD seulement d'importations.

Il y a certes une accélération de l'histoire depuis ces 3 derniers mois mais si l'on regarde depuis les années Covid, nous observons un retour du nationalisme économique, avec une volonté accrue des grandes puissances de relocaliser leur production, de protéger leurs industries stratégiques, et de réduire leur dépendance extérieure.

Cela se traduit pour nous par 60.000 emplois menacés dans le secteur textile qui dépend du marché américain et de l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), soit environ 46% du total de nos exportations textiles. L'AGOA est prévu expirer en Septembre 2025 mais à l'heure où je vous parle, il y a un flou si ce régime spécial de franchise reste d'actualité ou pas jusqu'à son expiration. Auquel

cas, la taxation minimale de 10% s'appliquerait à nos exportations sous ce régime qui concerne pour nous, principalement les produits miniers et textiles. 10% serait un taux qui permettrait de préserver nos emplois et de réduire les éventuelles annulations de commande car je crois peu en une relocalisation de l'industrie textile aux Etats - Unis.

/// Nous ne pourrons pas y arriver sans une forme de protectionnisme ///

Les discussions sont en cours concernant le renouvellement de l'AGOA avec pour nous, des contreparties à mettre sur la table des négociations concernant entre autres le régime de taxation des produits importés américains, nos efforts de réduction du déficit commercial et un éventuel octroi d'accès préférentiel pour les produits miniers dans un cadre élargi AGOA+. Mais il faut savoir que tous les autres pays auront

les même idées et seront donc en concurrence avec nous.

Les milieux économiques américains eux-mêmes sont sous le choc avec une administration qui gouverne par décret, le pouvoir de décision qui se concentre autour d'un cercle restreint, et par voie de conséquence, un affaiblissement des institutions. On ne sait pas avec certitude si ces taxes rentrent dans le cadre d'une technique de négociation ou d'une vision long terme de l'administration Trump. Les marchés ainsi que les ménages n'aiment pas les incertitudes et ont déjà envoyé des messages clairs. Quand l'Amérique éternue, le reste du monde s'enrhume.

Plus globalement, quelles orientations stratégiques proposeriez-vous pour l'économie malgache dans un contexte de grande incertitude ?

Nous le savions déjà, mais ces dernières années l'ont brutalement confirmé : notre économie est vulnérable aux chocs extérieurs. Le Covid-19, la guerre en Ukraine, l'instabilité de la route maritime du Canal de Suez, la fin du programme USAID, et plus

RTM

LAW OFFICE

Contentieux - Conseil juridique et fiscal

6
*Excellence,
parce que vous
y avez droit.*

📍 Rez-de-chaussée IMMEUBLE
MILLENIUM IVANDRY

☎ +261 34 25 200 97
+261 34 10 187 16

✉ contact@rtm-lawoffice.com

🌐 www.rtm-lawoffice.com

Accompagnement juridique
stratégique pour les
entreprises à Madagascar
et dans l'Océan Indien

Fiscalité | Contrats | Sociétés
Investissements | Contentieux

*Un cabinet à la croisée du
droit des affaires et de
l'excellence*

Présence à Madagascar,
Paris, La Réunion, Mayotte
& partenaires à Maurice



récemment, l'imposition d'une taxe de 47% sur nos exportations vers les États-Unis sont autant de secousses qui ont généré de l'inflation, déstabilisé nos chaînes d'approvisionnement, pesé sur nos emplois et freiné notre potentiel de croissance. Le premier axe stratégique est de sécuriser les accords existants avec nos partenaires historiques comme l'Union Européenne qui est notre premier partenaire commercial devant les États Unis et la Chine.

“ Le financement de notre économie par l'épargne interne ”

L'émergence de l'intelligence artificielle représente un risque réel de disruption pour un secteur dynamique de notre économie : le BPO (Business Process Outsourcing). Madagascar s'est positionné comme une destination compétitive sur ce marché, mais principalement sur des tâches facilement automatisables : relation client, saisie de données, transcription, modération de contenu, support technique de premier niveau. Ce sont environ 15 000 emplois qui sont potentiellement menacés. Notre deuxième axe stratégique serait de monter notre offre en gamme et de rehausser nos compétences.

Face aux bouleversements du monde, nous devons miser sur nos propres forces. Un marché intérieur réel et encore sous-exploité, à servir avec des produits et services locaux. Une croissance démographique dynamique, source de consommation et de main-d'œuvre. Des marchés régionaux (Océan Indien, Afrique) à fort potentiel, moins sensibles aux fluctuations géopolitiques mondiales. Le troisième axe stratégique serait pour moi la priorisation de ces 2 marchés : le marché intérieur et le

marché régional, moins sensibles aux fluctuations géopolitiques mondiales.

Le quatrième axe stratégique c'est le financement de notre économie par l'épargne interne. Face à la raréfaction et au renchérissement de la dette extérieure, nous devrions pouvoir mobiliser notre épargne interne. Nous devons mettre en place les conditions de confiance pour que les ménages sortent leur bas de laine et que cela serve à financer des projets structurants et des projets d'entreprises. Nous devons mettre en place les outils pour collecter une épargne longue, comme par exemple, l'élargissement des assurances obligatoires et la mise en place de fonds communs de placement au niveau des ménages et de la diaspora. Cette mesure permettrait aux épargnants

de faire fructifier leur épargne tout en permettant un financement long de l'économie.

Au niveau des entreprises, nous devons mettre en place un cadre fiscal incitatif pour que les entreprises puissent réinvestir leurs bénéfices dans des projets de jeunes pousses. Et pour que les banques et assurances allouent davantage leurs ressources disponibles pour financer l'économie réelle et non les déficits publics via les Bons du Trésor par Adjudication.

Je suis convaincu que notre futur sera meilleur. Notre pays en a les talents, les ressources et la volonté collective pour construire ce futur meilleur pour nous et les générations à venir.

Propos recueillis par LE RADAR



Conseil Financier <

Gestion administrative <

Investissement stratégique <

Accompagnement sur mesure
pour booster votre performance <

 finance.stream.mg@gmail.com

 +261 34 05 743 14

BRÈVES DE L'ÉCONOMIE

Aquaculture : une opportunité pour dynamiser l'exportation de crabes

Face à une demande mondiale en forte croissance, Madagascar entend développer l'aquaculture pour renforcer sa production de crabes et saisir de nouvelles opportunités d'exportation. Malgré une autorisation d'exportation annuelle de **4 250 tonnes**, les ressources issues des mangroves restent insuffisantes, selon le ministre de la Pêche, Paubert Mahatante. Chaque année, des marchés clés comme les États-Unis, le Japon, la Chine et les Émirats Arabes Unis augmentent leurs besoins, offrant ainsi des perspectives prometteuses pour le secteur halieutique malgache. Pour accompagner cette expansion, des fermes d'élevage seront mises en place afin de diversifier l'offre et garantir un approvisionnement régulier. Soutenue par des partenaires internationaux tels que les Philippines et le Vietnam, experts en aquaculture, cette initiative contribuera à moderniser les pratiques locales et à renforcer la compétitivité de Madagascar sur le marché mondial des produits de la mer.



Politique monétaire : la BFM maintient le cap sur ses taux directeurs

La Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés, avec un taux des facilités de prêt marginal à 11,50 % et celui des facilités de dépôts à 9,50 %. Cette décision vise à soutenir l'activité économique tout en maîtrisant l'inflation, qui a atteint 8,6 % fin 2024. Malgré une croissance économique de 4,4 %, portée par le commerce, le BTP et les services, Madagascar fait face à un déficit des transactions courantes de 5,0 % du PIB, en raison de la baisse des exportations et de la hausse des importations. L'Ariary reste cependant stable grâce à l'afflux de devises lié aux projets de développement. La BFM reste vigilante face aux incertitudes de 2025, marquées par des tensions géopolitiques et la volatilité des prix des produits importés, notamment le pétrole. Elle se tient prête à ajuster sa politique monétaire en fonction de l'évolution du contexte économique.



ENFA-OI : 283 entrepreneurs formés en deux ans

Le programme ENFA-OI (École Nationale de Formation Agricole - Océan Indien) s'achève après deux ans d'accompagnement des entrepreneurs de l'Océan Indien. Financé par l'Union européenne et la COI à hauteur de 80 millions de Roupies (1,6 million d'Euros), ce programme visait à renforcer les compétences des Petites et Moyennes Entreprises (PME) pour leur permettre de faire face aux défis économiques actuels. Avec 283 entrepreneurs formés, dont 140 femmes, le projet a mis l'accent sur la gestion d'entreprise, l'élaboration de plans d'affaires et la recherche de financements. De plus, des salons internationaux ont offert aux participants l'opportunité de découvrir de nouveaux marchés et de nouer des partenariats stratégiques. Quatre îles, à savoir Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles, ont activement participé à ce projet, bénéficiant de formations en ligne dispensées par des experts basés à La Réunion. Trois secteurs clés ont été ciblés : cosmétiques à base de plantes naturelles, le tourisme et les produits de la mer. Bien que le programme soit terminé, son impact se poursuivra à travers les initiatives des participants.



Une coopération renforcée entre Madagascar et le Maroc

La Présidente de la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), Claudia Gaudiau-Francisco, a eu l'honneur d'accueillir Son Excellence M. Johary Rajobson, Ambassadeur de Madagascar. À cette occasion, les échanges stratégiques ont porté sur les opportunités économiques et les initiatives de coopération entre Madagascar et le Maroc. Ces discussions illustrent une volonté commune de développer des projets concrets et innovants, renforçant ainsi les liens historiques et culturels entre les deux nations. Pour rappel, la nouvelle ambassade de Madagascar au Maroc a été inaugurée le 21 novembre 2024.



Comores – Madagascar : Reprise des liaisons maritimes

Le 6 mars, le Conseil des ministres malgache a autorisé la reprise du trafic maritime entre Madagascar et les Comores. Les frontières maritimes avaient été fermées le 16 octobre en raison d'une résurgence du choléra dans l'archipel. Cette réouverture concerne à la fois le transport de passagers et le commerce de marchandises. À noter que l'interdiction des échanges commerciaux avait déjà été levée en décembre. La reprise complète du trafic est justifiée par l'amélioration de la situation sanitaire aux Comores et la volonté de Madagascar de renforcer les relations régionales, surtout dans le cadre sommet de la Commission de l'Océan Indien accueilli par la Grande Île.

L'Éthiopie approuve la production commerciale de maïs et de cotonnier génétiquement modifiés

L'Éthiopie devient le troisième pays africain, après l'Afrique du Sud et le Nigeria, à approuver la culture et la commercialisation du maïs OGM. Le maïs « Tela », tolérant à la sécheresse et résistant aux ravageurs, promet un rendement supérieur de 60 % par rapport aux variétés conventionnelles. Cette décision vise à renforcer la compétitivité de la filière maïs dans le pays. Par ailleurs, le gouvernement a également validé la commercialisation de variétés de cotonnier génétiquement modifié, optimisées pour résister aux herbicides et aux parasites.



Tanzanie : forte hausse des exportations de tabac en 2024

Selon la Banque Centrale de Tanzanie, les exportations de tabac ont atteint 517 millions de Dollars en 2024, enregistrant une hausse de 52 % par rapport à l'année précédente. Principal produit agricole d'exportation du pays, le tabac devance la noix de cajou et le café. Grâce à des subventions destinées aux agriculteurs, ce secteur est orienté à 95 % vers l'exportation. Par ailleurs, bien que la Tanzanie soit le deuxième producteur africain de tabac après le Zimbabwe, ses exportations de ce produit vers la France ont chuté de 66 % en 2024.

Madagascar : la filière vanille en crise entre surstock et dérèglement climatique

Dans la région de Sava, qui fournit environ deux tiers de la vanille mondiale, les producteurs malgaches font face à une double menace : un important surstock et des conditions climatiques de plus en plus imprévisibles qui perturbent les récoltes. La campagne 2023-2024 a enregistré l'exportation de 4 300 tonnes de vanille, bien au-delà de la demande mondiale estimée à 2 500 tonnes. À trois mois de la fin de la campagne 2025, 931 tonnes supplémentaires ont déjà été expédiées, entraînant un report de stock de 1 000 tonnes sur les marchés local et international. Face à cette crise et à la chute des prix, le gouvernement prévoit des réformes pour professionnaliser la filière et protéger les agriculteurs.



Hausse des importations de produits à base de tomate

Les importations de produits à base de tomate à Madagascar ont explosé, enregistrant une hausse de 106 % en trois ans. Cet afflux massif met en péril la Branche de Production Nationale (BPN), notamment les industries locales qui peinent à rivaliser avec les prix des produits importés. Ces dernières, encore en phase de développement, ne parviennent pas à s'imposer sur un marché saturé par ces importations à bas coût, ce qui freine leur production et réduit leur rentabilité. Face à cette situation préoccupante, l'Agence nationale chargée des mesures correctives commerciales (ANMCC) a notifié le Comité des sauvegardes de l'OMC et a ouvert, le 31 janvier 2024, une enquête de sauvegarde sur ces importations. Selon l'ANMCC, cette hausse soudaine a des impacts significatifs sur l'industrie locale, constituant un dommage grave ou une menace avérée pour sa pérennité. Conformément aux règles de l'OMC, un pays membre peut instaurer des mesures de sauvegarde temporaires si la hausse des importations cause un préjudice avéré à son secteur national. Cette enquête pourrait donc conduire à des mesures de restriction temporaire des importations si un dommage grave ou une menace pour l'industrie nationale est avérée.



L'Union européenne renforce son soutien à la pêche malgache



L'Union européenne octroie une enveloppe de 1,25 million d'Euros (environ 6 milliards d'Ariary) pour soutenir le secteur de la pêche à Madagascar en 2025. Ce financement, annoncé par le Comité consultatif de gestion des pêcheries (CCGP), inclut un budget annuel de 1,1 million d'Euros ainsi que des fonds non utilisés de l'année précédente. Ce partenariat, ancré depuis plusieurs années, ne se limite pas à la lutte contre la pêche illégale. Il couvre aussi la modernisation de la pêche artisanale, le développement de l'aquaculture et la création des Zones d'Émergence Piscicole. Les priorités fixées incluent l'amélioration des équipements des pêcheurs, le renforcement des capacités des Agents de suivi halieutique (ASH) et l'optimisation de la gouvernance du secteur. Un nouveau comité de suivi se tiendra en novembre 2025 à Toliara pour évaluer les avancées et poursuivre les engagements bilatéraux.



Saveurs Malagasy depuis, depuis, depuis...

Naturellement !



📍 Codal Ankorondrano

✉ codal@codal.mg

☎ 020 76 234 24

☎ 032 07 165 43



www.codal-madagascar.com



www.e-tsena-codal.com



**DE LA TERRE À LA BIÈRE,
UNE AGRO-INDUSTRIE
FIÈREMENT MALAGASY
DEPUIS 1953**



Balance commerciale : comment l'industrialisation pourrait avoir un véritable impact ?

L'industrialisation de Madagascar est une priorité stratégique du gouvernement, pour renforcer la souveraineté économique du pays. L'un des enjeux majeurs de cette transformation réside dans son impact sur la balance commerciale. En diminuant la dépendance aux importations et en favorisant les exportations, une industrialisation réussie pourrait réduire le déficit commercial et renforcer la croissance économique.

Le gouvernement malgache a placé l'industrialisation au cœur de sa politique économique. Elle est considérée comme un levier essentiel pour le développement du pays et est identifiée comme l'un des trois axes fondamentaux de l'action de l'État. En parallèle avec le développement du capital humain et de la gouvernance. Il s'agit aussi d'une stratégie qui vise à créer un environnement favorable aux investissements industriels. En conséquence, des mesures incitatives, notamment fiscales, sont mises en place pour attirer des capitaux et encourager l'installation d'entreprises manufacturières.

Transition économique et impact sur la balance commerciale

Actuellement, l'industrie représente environ 17 % du PIB malgache. Le gouvernement ambitionne d'augmenter cette part à 30 % d'ici 2039. Afin d'atteindre cet objectif, des zones d'investissement sont créées pour attirer les entreprises et stimuler la production locale. Une industrialisation plus développée pourrait

remplacer certaines importations par des produits fabriqués localement, ce qui aiderait à réduire le déficit commercial.

Cependant, dans un premier temps, elle pourrait entraîner une augmentation des importations, notamment de matières premières et d'équipements de production. Madagascar étant encore largement dépendant des biens étrangers, cette dynamique pourrait affecter la balance commerciale à court terme. Selon certaines analyses, une hausse de 1% du revenu national pourrait provoquer une détérioration de 9,31% de la balance commerciale. Une situation qui illustrerait la vulnérabilité du pays aux fluctuations économiques mondiales.

Pour stimuler la production locale, le gouvernement prévoit l'installation de zones d'émergence industrielle à travers le pays. Ces sites offriront un cadre propice à l'implantation des entreprises grâce à des avantages fiscaux et logistiques.

Par ailleurs, le secteur agro-industriel constitue une priorité, avec

notamment la mise en place d'un parc agro-industriel à Toliara. Ce projet devrait multiplier par huit le taux de transformation de certains



Plantation de maïs

produits comme le riz et le maïs, par exemple. Cela devrait contribuer à la sécurité alimentaire en plus de stimuler les exportations.

L'accès aux marchés internationaux est également un levier essentiel. Madagascar participe à des accords commerciaux tels que la ZLECAF ou Zone de Libre Échange Continentale Africaine. Cette dernière pourrait favoriser l'augmentation des exporta-



tions vers les pays africains. Une diversification des marchés permettrait ainsi de compenser l'impact initialement négatif d'une hausse des importations.

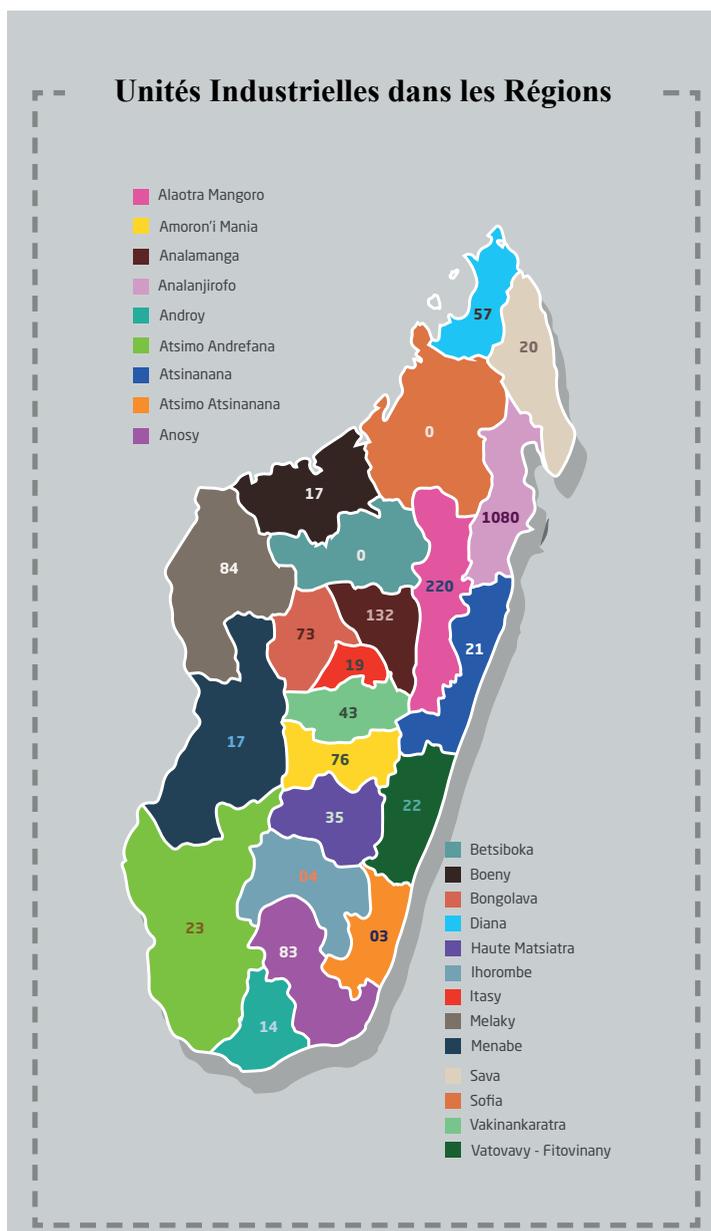
Mutation progressive pour un rééquilibrage durable

Si l'industrialisation entraîne une augmentation des importations dans un premier temps, l'effet à long terme devrait être bénéfique. Une production locale plus dynamique permettrait de réduire la dépendance aux importations de biens manufacturés. Le but étant d'améliorer progressivement la balance commerciale.

D'autre part, les fluctuations du taux de change jouent un rôle important dans cet équilibre. Une dépréciation de l'Ariary pourrait rendre les exportations malgaches plus compétitives. Cependant, cette situation renchérirait le coût des importations. Il est donc essentiel que les politiques monétaires et commerciales soient en cohérence afin de soutenir une telle transition.

L'industrialisation de Madagascar présente un fort potentiel pour améliorer la balance commerciale du pays. Cette initiative devrait stimuler la production locale et renforcer les exportations. Cependant, cette transition ne sera pas immédiate et impliquera des défis, notamment en matière d'importations à court terme. Une gestion prudente des politiques économiques et une stratégie industrielle bien définie seront essentielles. L'objectif est de permettre à l'industrialisation de contribuer à un rééquilibrage durable du commerce extérieur malgache.

C.R avec LE RADAR



Source : Ministère de l'Industrialisation et du Commerce

Matières premières phares de chaque Région

Région	Produits phares
Alaotra Mangoro	Paddy, manioc, patate, sorgho, grains secs (arachides, maïs, soja, haricot) poisson, lait, ananas, gingembre, canne à sucre, ovy ala, vanille, patate douce, canne à sucre
Amoron'i Mania	Tomate, café, ananas, miel, soie, maïs, agrume, pomme, kaki, ananas, citron, arachide, café
Analamanga	Miel, lait, soja, arachide, oignon, riz, patate douce à chair orange, oignon, igname, pomme de terre, manioc, tomate, œuf
Analanjirifo	Girofle, vanille, litchi, cannelle
Androy	Manioc, sisal, patate douce, sorgho, dolic, ricin, arachide, riz, haricot rouge, pomme de terre
Anosy	Langouste, huitre, baie rose, vanille, litchi, miel, riz, café, manioc, sisal, oignon
Atsimo Andrefana	Riz, tomate, canne à sucre, pois du cap, coton, lentille, maïs, arachide, oignon, manioc, banane, haricots rouge, marbré et blanc
Atsimo Atsinanana	Café, poivre, girofle, vanille, haricot, arachide
Atsinanana	Girofle, vanille, nickel, cobalt, acétylène, blé, huile de palme, graphite, sisal, jojoba, litchi
Betsiboka	Maïs, manioc, riz, black eyes, miel, haricot, bovidés, or, oignon, poisson
Boeny	Raphia, produits halieutiques d'eau douce, crevette, satrana, miel, tomate, mangue crabe, riz, miel, mangue, gambas, maïs, black eyes, tabac, haricot, arachide, bovidés, porcins, volailles, caprin, canne à sucre, poissons
Bongolava	Baie rose, riz zanatany, bœuf, riz noir, arachide, canne à sucre, maïs, piment bec d'oiseau, manioc, canne à sucre
Diana	Riz de luxe madame rose, riz local, vanille, tomate, noix de cajou, canne à sucre, cacao, ylang ylang
Haute Matsiatra	Vin, riz, huile essentielle, sucre de canne, poulet gasy, canard, manioc, miel, maïs, ananas, rhum, vin, soie, tabac, thé, gingembre, lait, tomate, oignon, haricot
Ihorombe	Riz, arachide, tomate, bovin, pierres précieuses
Itasy	Riz, maïs, avocat, papaye, soja, café arabica, carotte, manioc, gingembre, pomme de terre, tomate, patate, ananas, tapis
Melaky	Maïs, riz, raphia, patsa fotsy, crevette, crabe, concombre de mer, poisson séché, agate, haricot, arachide, bœuf, miel, poisson barawa, patate douce
Menabe	Arachide, maïs, riz, pois du cap, haricot, oignon, lentille
SAVA	Coco, miel, banane, cacao, vanille, ananas, palmier, ovy be, fruit à pain, vetiver, tomate, haricot, carotte, choux, riz, café, vanille
SOFIA	Produits halieutiques, coco, banane, orange, corossol, vanille, poivre, café, cacao, riz, citron, mangue, jujube, finesse, pocanelle, maïs, miel, manioc, black eyes, vanille, litchi, mandarine, orange, ananas, pomme de terre, salade, carotte, haricot vert, vanille, oignon, tomate, ail, arachide, haricot, café, poivre, bois, raphia, bambou, manioc, tomate, patate douce, pierres précieuses, or, poisson, légume, bœuf, tabac, coton
Vakinankaratra	Lait, riz, carotte, haricot, arboriculture fruitière, maïs, pomme de terre, soja, choux, choux fleur, foie gras/cuniculture, melon, soja, porc, manioc, pois de cap
Vatovavy Fitovinany	Huile essentielle, miel, produits de mer et halieutique, poivre, café





Tiana Rasamimanana

Président du Syndicat des industries de Madagascar

Vision pour le développement des entreprises locales :

L'industrie malgache doit se moderniser, s'intégrer aux chaînes de valeur internationales, et le label Malagasy ny Antsika est essentiel pour valoriser les produits locaux.

Soutien à l'expansion internationale des entreprises :

L'accent est mis sur l'accès aux certifications internationales, la réduction des barrières administratives et la protection contre les importations déloyales.

Solutions aux défis industriels à Madagascar :

Il est nécessaire d'améliorer les infrastructures, d'assurer un accès à une énergie compétitive et de réfor-

mer la fiscalité, tout en favorisant une meilleure synergie entre la formation et l'emploi.

Renforcement de l'efficacité du SIM :

Le SIM modernise ses outils numériques, organise des événements stratégiques et développe des partenariats pour soutenir l'industrie malgache.

Avenir du dialogue social et du syndicalisme :

Le dialogue social doit être plus concret, avec des actions réelles et une meilleure représentation des industriels dans les décisions politiques.

Conseils pour inspirer la nouvelle génération de dirigeants :

- L'adoption d'un état d'esprit de leadership, où le succès d'un

dirigeant est mesuré par sa capacité à voir au-delà des obstacles et à transformer les défis en opportunités.

- La prise d'engagement et de responsabilité, car il ne suffit pas de simplement occuper une fonction ; il est nécessaire de devenir un acteur du changement, de s'investir pleinement et de prendre des décisions bénéfiques pour l'ensemble du secteur.
- Le sens du patriotisme économique, en soulignant l'importance de défendre nos industries locales et de promouvoir les produits malgaches sur les marchés national, régional et international.

SOCIUS LE MEMBRE

Des Hautes Terres de Madagascar à l'Everest

Une idée « folle » qui lui trottait en tête depuis quelque temps. Zouzar, Raïs, Raj-Alexandre : « un père et deux fils, trois âmes malgaches animées par un rêve : hisser le drapeau de Madagascar sur le toit du monde ».

Zouzar Bouka, fondateur de Vision Madagascar, en 2000, avait obtenu de reconstruire l'Hôtel de Ville d'Antananarivo, sur les ruines calcinées en 1972 du précédent. Il pourrait faire son credo de « Vision, effort et amour, conduisent aux plus hauts sommets ».

Le premier, mettant Madagascar sur une carte du monde, fut le pic Boby. Le deuxième plus haut sommet de Madagascar, à quelque 2800 mètres d'altitude, fut atteint le 24 juillet 2021, à 6:55 du matin. Sur les pas du guide Sylvain, grand arpenteur du massif du Makay, Zouzar Bouka dit avoir appris à marcher, « marcher simplement », sans quête de performance, mais plutôt « avec l'énergie saine puisée dans l'humanité et l'humilité ». Gravier successivement, montées plates, corniches, collines et montagnes, une sorte de préparation « douce » avant l'escalade du Kilimandjaro.

Avec ses 5895 mètres, le point culminant de la Tanzanie, et du continent africain, appar-

tient au club des « sept sommets », les plus hauts éperons de chaque continent. Pour une préparation optimale, Zouzar & fils mirent le cap sur les Andes, que se partagent sept pays d'Amérique du Sud. En Équateur, la première ascension des trois ensemble vers l'Antisana, un camp de base situé à 4500 mètres, eut lieu le 12 mars 2025.



Zouzar Bouka avec ses fils Raj-Alexandre et Raïs

Périple ou pèlerinage ? Parce qu'Aconagua, rien que d'en murmurer le nom, par cette superstition presque instinctive de ceux qui s'attaquent à l'impossible, fait partie de ces hautes montagnes qu'il faut savoir respecter, avant de prétendre s'attaquer au Graal de tout alpiniste.

L'autre 31 janvier 2025, Zouzar Bouka achevait de grimper son plus haut sommet de plus de 6000 mètres, après 8 heures et 45 minutes d'ascension. Pour la première fois, il put fièrement déployer le drapeau de Madagascar, et même s'en draper, à des milliers de kilomètres de cette Grande île, un peu périphérique dans un coin de l'Océan Indien.

Par contre, le 4 février, c'est seul que Raj-Alexandre a pu atteindre le sommet du Ojos del Salado au Chili, au bout de

neuf heures d'ascension. À 6893 mètres d'altitude, le Ojos cumule plusieurs superlatifs : le plus haut volcan du monde, le deuxième sommet du monde hors les géants de l'Himalaya. Le quinquagénaire Zouzar s'était arrêté à 6100 mètres, au niveau du refuge Amistad, tout de même le plus haut du monde.

D'un défi très personnel, atteindre l'Himalaya, faire une métaphore sur l'héritage, la transmission et le formidable potentiel de Madagascar. Le juste contact visuel avec Sa Majesté Everest eut lieu le 29 septembre 2024. Du Népal au Népal, en passant par le Chili, l'atterrissage sur « le toit du monde » est attendu le 16 mai 2025.

VANF

Post-scriptum : « Nous savions que ce serait difficile. Nous savions qu'il n'y avait aucune garantie de réussite », écrit Zouzar Bouka qui fut le premier contraint de renoncer après avoir contracté un virus au camp de base. Son fils Raïs, alors que toute son équipe était menacée par le froid extrême et risquait de manquer d'oxygène, a dû rebrousser chemin à 150 mètres du sommet, là-haut à 8700 mètres. Évacué sur l'hôpital de Katmandou, Raïs eut la chance de n'avoir que des engelures aux pieds, avec certes le risque de perdre ses orteils, mais trois personnes sont mortes ce soir-là. Le lendemain, Raj-Alexandre, d'abord épargné par les problèmes, s'est résolu, en pleurs, à renoncer parce que la voie d'accès à l'Everest devenait instable et trop dangereuse. « Est-ce la fin de l'aventure ? Non, bien sûr que non. Nous reviendrons. L'Everest est un défi ultime ».

Industrie du pétrole : Madagascar dispose d'une réserve estimée à 11 milliards de barils

Madagascar, pays riche en ressources naturelles, se positionne aujourd'hui comme un acteur potentiel du marché pétrolier en Afrique. Avec une réserve estimée à 11 milliards de barils selon l'United States Geological Survey (USGS), la Grande-Île entend lancer son industrie pétrolière. L'objectif est de renforcer son économie et attirer de nouveaux investissements.

Les principaux gisements pétroliers de Madagascar se situent à Tsimiroro et à Bemolanga. Selon l'OMNIS ou Office National des Mines et des Industries Stratégiques, le gisement de Tsimiroro renferme environ 1,69 milliard de barils. Celui de Bemolanga, quant à lui, pourrait contenir jusqu'à 16,6 milliards de barils d'huile extra-lourde, dont 2,5 milliards récupérables. Malgré ces ressources, un potentiel pétrolier considérable, mais sous-exploité, le pays n'a pas encore lancé une production pétrolière significative.

Une situation qui freine ainsi l'impact du secteur sur l'économie nationale.

Depuis 2019, l'industrie pétrolière malgache fait face à plusieurs défis majeurs. La suspension des projets de promotion des blocs pétroliers a freiné les activités d'exploration et d'exploitation. La situation a ainsi retardé la mise en production des gisements existants et limité l'arrivée de nouveaux investisseurs.

Le gouvernement malgache mise sur une meilleure exploitation des ressources naturelles. Cela, dans le but d'accroître la compétitivité du pays sur le marché international de l'énergie et d'attirer des capitaux étrangers.

Afin de rendre le secteur plus attractif, plusieurs mesures stratégiques sont en cours d'élaboration. L'une des principales initiatives consiste à réactualiser les contrats de partage de production. L'objectif est d'assurer une répartition plus équitable des revenus entre l'État et les opérateurs privés. Le gouvernement

envisage également de lever la suspension de la promotion des blocs pétroliers pour encourager la reprise des explorations.

Coûts élevés, rentabilité incertaine

Dans cette dynamique, Madagascar Oil S.A. (Madagascar oil : société d'exploration et de production de pétrole) joue un rôle clé dans les négociations en cours visant à réviser les accords existants. L'objectif est de conclure des contrats plus équilibrés et adaptés aux réalités économiques actuelles. La rentabilité du secteur devrait être garantie, tout en préservant les intérêts de Madagascar.

L'histoire de l'exploration pétrolière de la Grande-Île remonte au début du XX^e siècle. Cependant, des coûts élevés et une rentabilité incertaine ont souvent entravé les projets d'exploitation. La production qui stagnante depuis 2016 pourrait néanmoins être relancée grâce

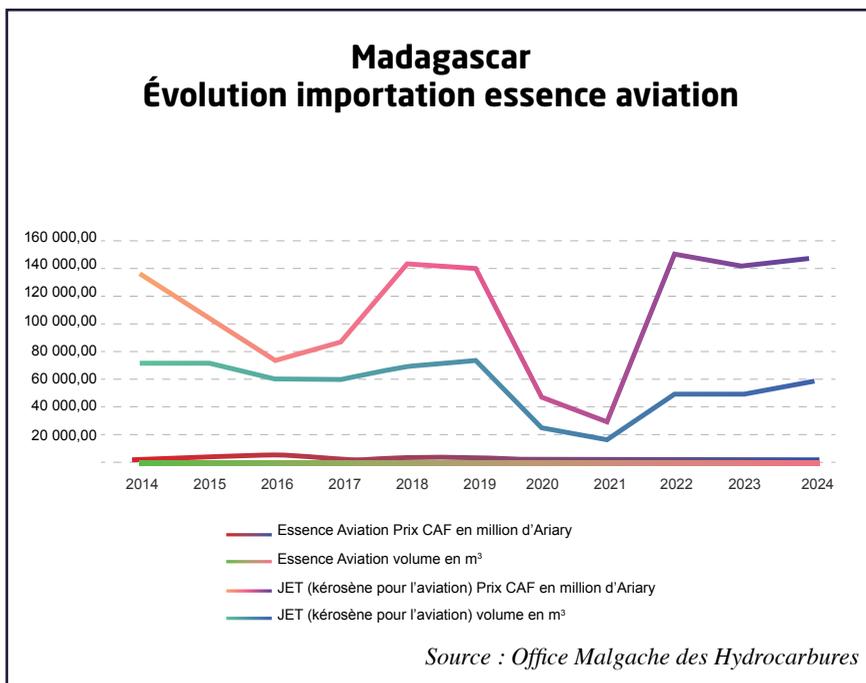


Site à Tsimiroro

aux avancées technologiques et à une potentielle hausse des prix du pétrole.

Toutefois, pour que la relance soit viable à long terme, plusieurs stratégies doivent être adoptées. Un cadre réglementaire stable et transparent est tout d'abord essentiel pour rassurer les investisseurs et assurer la pérennité des projets. En parallèle, la diversification des investissements, notamment dans les énergies renouvelables, pourrait réduire la dépendance aux hydrocarbures et atténuer les impacts des fluctuations du marché.

De plus, Madagascar doit s'inspirer des meilleures pratiques des pays producteurs de pétrole à succès, tels que la Norvège. Le pays, dans cette optique, devrait mettre en place une gestion rigoureuse des revenus pétroliers. Une gouvernance locale renforcée, couplée à une implication active des communautés, permettra également de minimiser les conflits sociaux. Cela pourrait aussi garantir une exploitation plus responsable des ressources.

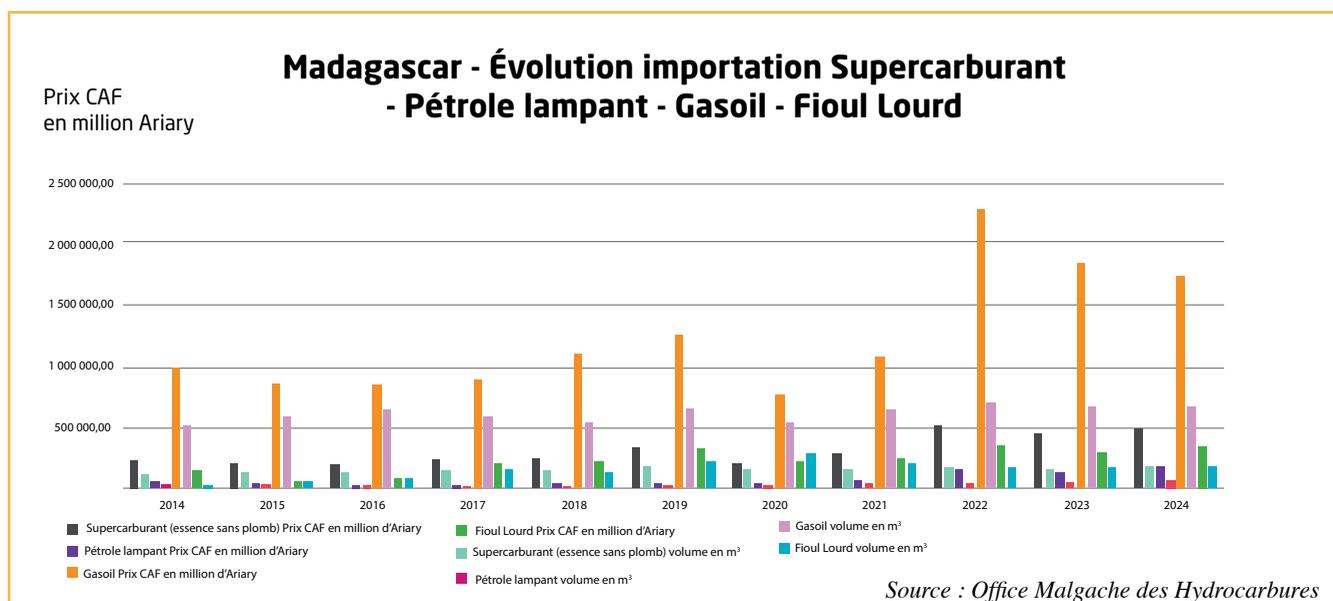


De 2014 à 2019, la consommation de carburants aviation a suivi la hausse du trafic aérien et du tourisme. Après une chute pendant la pandémie de COVID, elle est repartie à la hausse en 2022 grâce à la réouverture des frontières et donc à la relance du tourisme international.

Madagascar se trouve aujourd'hui à un tournant décisif dans le développement de son industrie pétrolière. Avec des réserves considérables et un engagement gouvernemental fort, le pays possède un potentiel significatif pour devenir un acteur clé du marché énergétique régional. Néanmoins, la réussite de cette

transition dépendra de la mise en place de politiques adaptées. Cela nécessitera aussi des investissements stratégiques et une gouvernance rigoureuse afin de transformer ces ressources en une véritable opportunité.

C.R avec LE RADAR



Entre 2014 et 2019, les importations de supercarburant et de gasoil ont augmenté, avec une forte dominance du gasoil. En 2020, la pandémie a freiné la demande, sauf pour le pétrole lampant, utilisé davantage dans les foyers. Dès 2021, les importations ont repris progressivement, selon les besoins du pays, notamment en électricité, pour le fioul lourd.

Réserves et production mondiales

OPEP

L'OPEP ou Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole est une organisation intergouvernementale réunissant 12 pays producteurs de pétrole. Cette organisation située à Vienne, en Autriche a été créée en 1960 à Bagdad par cinq pays fondateurs : l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela.

Pays membre de l'OPEP		
Afrique	Amérique du Sud	Moyen-Orient
Algérie Congo Gabon Guinée équatoriale, Libye Nigéria	Venezuela	Arabie saoudite Émirats arabes unis Iran Irak Koweït



Venezuela détient les plus grandes réserves de pétrole au monde, estimées à environ 302,25 milliards de barils, soit environ un cinquième des réserves mondiales.

OPEP +

L'OPEP+ est une alliance formée en 2016 qui regroupe les 12 pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et 10 autres pays producteurs de pétrole non-membres de l'OPEP. Cette coalition vise à coordonner les politiques de production pétrolière afin de stabiliser les marchés mondiaux du pétrole. Ensemble, ces 22 pays collaborent pour ajuster leurs niveaux de production de pétrole, influençant ainsi les prix du marché et contribuant à la stabilité économique mondiale.

Pays membres de l'OPEP+			
Membre de l'OPEP		Pays non-membres de l'OPEP intégrés à l'OPEP+	
- Algérie	- Venezuela	- Russie	- Malaisie
- Congo	- Arabie saoudite	- Mexique	- Bahreïn
- Gabon	- Émirats arabes unis	- Kazakhstan	- Brunéi
- Guinée équatoriale,	- Iran	- Oman	- Soudan
- Libye	- Irak	- Azerbaïdjan	- Soudan du Sud
- Nigéria	- Koweït		



Site d'exploitation pétrolière en Irak



Chevalet de pompage (pumpjack) en fonctionnement sur un champ pétrolier irakien

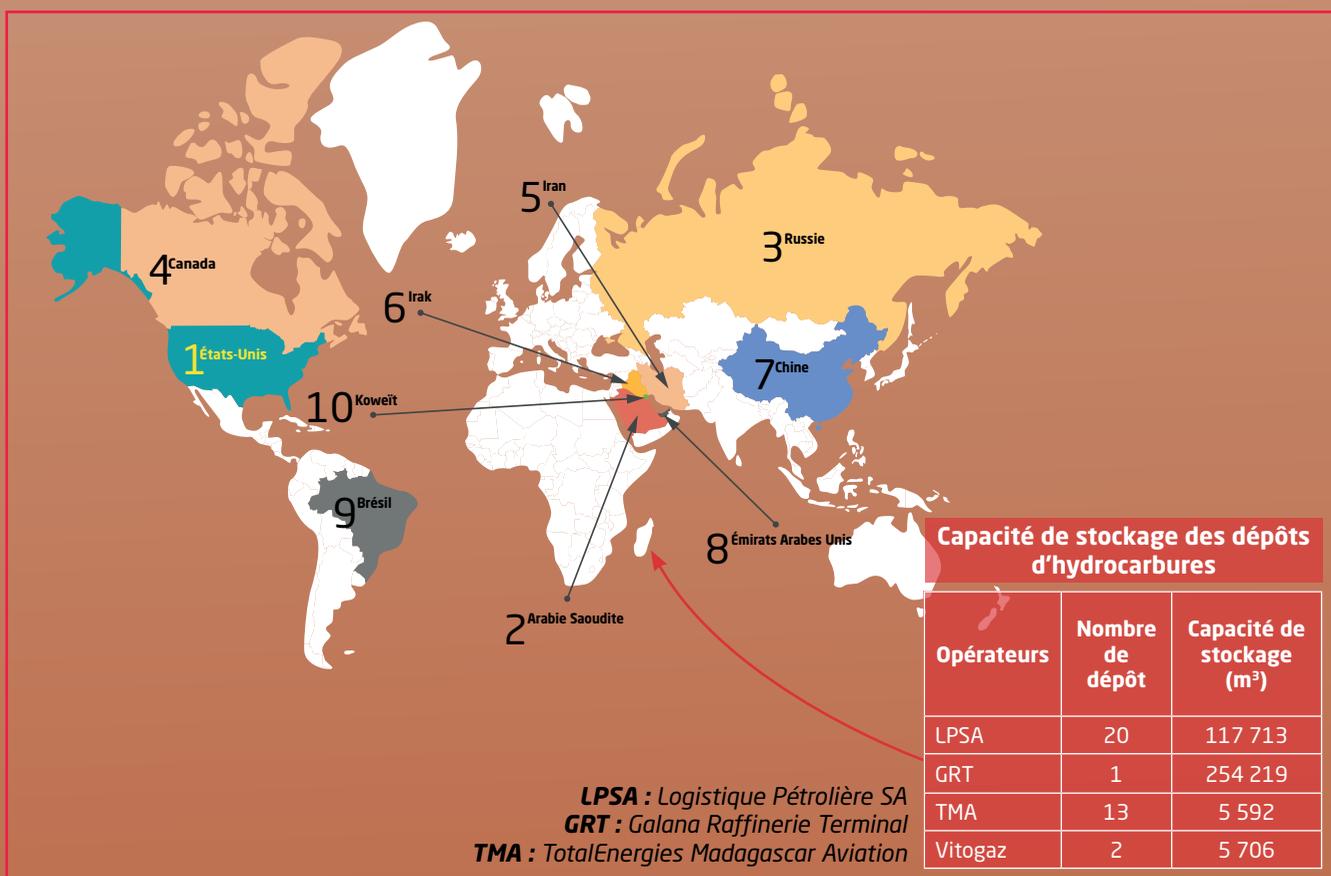


Éruption de pétrole sur un puits ancien

Les plus grands producteurs de pétrole au monde - top 10 pour l'année 2023

Être un grand producteur de pétrole ne signifie pas forcément disposer d'immenses réserves ou être un exportateur majeur. Un pays est classé comme producteur de pétrole selon son volume **d'extraction quotidienne**, ses **réserves prouvées**, ses **infrastructures d'exploitation** et sa **stratégie énergétique**.

1	 États-Unis	19,358 millions de barils par jour
2	 Arabie Saoudite	11, 389 millions de barils par jour
3	 Russie	11,075 millions de barils par jour
4	 Canada	5,653 millions de barils par jour
5	 Iran	4, 662 millions de barils par jour
6	 Irak	4,355 millions de barils par jour
7	 Chine	4,198 millions de barils par jour
8	 Émirats Arabes Unis	3,922 millions de barils par jour
9	 Brésil	3,502 millions de barils par jour
10	 Koweït	2,908 millions de barils par jour



Carburant : les prix à la pompe ajustés en fonction du cours international

Le mécanisme d'ajustement automatique du prix des carburants est entré en vigueur à Madagascar dans la nuit du 17 janvier 2025. Il s'agit d'une réforme qui vise à aligner les prix locaux sur les fluctuations des marchés internationaux tout en allégeant la charge budgétaire de l'État.

En 2024, les subventions accordées par l'État représentaient une lourde charge estimée à 95 milliards d'Ariary, fragilisant les finances publiques. Le nouveau système impose une révision mensuelle des prix à la pompe, entre le 1^{er} et le 5 de chaque mois. Cela se fait en fonction de deux critères principaux : le prix du pétrole brut (Brent) sur le marché international et le taux de change de l'Ariary face au Dollar américain. Afin d'éviter des augmentations brutales, le gouvernement a plafonné ces ajustements à 200 Ariary par litre, que ce soit à la hausse ou à la baisse.

Selon le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures Jean-Baptiste Olivier : « Les ajustements mensuels du prix des carburants permettront de diminuer la charge financière sur le budget national, en veillant à ce que le prix local corresponde de manière plus précise aux variations des prix internationaux du pétrole ».

L'objectif de cette réforme est de libérer des ressources budgétaires pour d'autres secteurs prioritaires tels que les infrastructures et l'éducation.

Des ressources à hauteur de 600 millions USD

La mise en place de ce système répond à une exigence du Fonds Monétaire International (FMI) dans le cadre des programmes FEC (Facilité Élargie de Crédit) et FRD (Facilité pour la Résilience et la Durabilité). Cela conditionne ainsi l'obtention d'un financement de plus de 600 millions de Dollars pour Madagascar.

Il faut tout de même noter que le prix du carburant sur le territoire reste influencé

par le coût des importations. En effet, Madagascar importe la majeure partie de son carburant avec un stock pour couvrir une période de trente à trente-cinq jours. Si les prix appliqués localement reflètent ceux des cargaisons achetées sur le marché international, un léger décalage dans le temps est tout de même effectif.

Les prévisions des analystes indiquent une tendance à la baisse des prix du pétrole pour les prochains mois. Selon un consensus d'économistes interrogés par Bloomberg, le prix moyen du Brent est attendu à 75,8 Dollars le baril au quatrième trimestre 2024 et à 75 Dollars au premier trimestre 2025. D'autres prévisions, comme celles de Rystad Energy, anticipent un prix moyen de 79 Dollars au premier trimestre 2025 avant de redescendre à 75 Dollars au second trimestre. Morgan Stanley, quant à lui, prévoit une tendance plus baissière avec des niveaux de 72 Dollars et 70 Dollars respectivement sur les deux premiers trimestres.

Pour le pétrole WTI, le prix oscille actuellement autour de 68,4 Dollars par baril, avec une stabilisation attendue dans les environs de 75 Dollars dans les mois à venir.

Parmi les principaux facteurs pesant sur les prévisions des prix du pétrole, on note :

- une éventuelle surproduction, exerçant une pression à la baisse sur les prix ;
- une demande mondiale en berne, en particulier en Chine et aux États-Unis ;

Pourquoi le prix à la pompe augmente à Madagascar malgré la baisse du pétrole dans le monde ?

Alors que les prix du pétrole poursuivent leur baisse sur le marché international, les automobilistes malgaches ont constaté une hausse du prix à la pompe le 5 mai 2025. Une contradiction apparente, mais qui s'explique par plusieurs facteurs économiques.

◆ Un ajustement avec deux mois de retard

Conformément au décret 2024-2085 du 17 décembre 2024, les prix maxima à la pompe (PMAP) sont ajustés mensuellement selon un mécanisme automatique basé sur les Prix de Référence Calculés (PRC) deux mois en arrière. Les tarifs appliqués en mai reflètent donc la situation du marché en mars, et non les conditions actuelles.

◆ Un Ariary affaibli face au dollar

En mars, l'Ariary s'est nettement déprécié face au dollar américain. Or, le carburant est acheté en dollars. Résultat : même si le

baril de pétrole coûtait moins cher, la facture en Ariary a augmenté, renchérissant mécaniquement le prix à la pompe.

◆ Fin progressive des subventions

Depuis janvier 2025, conformément au décret 2025-045 du 17 janvier 2025, une correction rétroactive a été instaurée en janvier pour compenser les écarts accumulés au second semestre 2024. Cet ajustement visait à remettre à jour les prix afin qu'ils reflètent fidèlement les coûts réels avant de démarrer, depuis février, le mécanisme d'ajustement automatique régulier. Ce dernier implique une libéralisation progressive des prix basée sur le principe de la « vérité des prix » promu par le FMI, ce qui signifie que les prix sont désormais alignés sur les coûts réels d'approvisionnement, sans aucune intervention gouvernementale pour lisser les hausses.

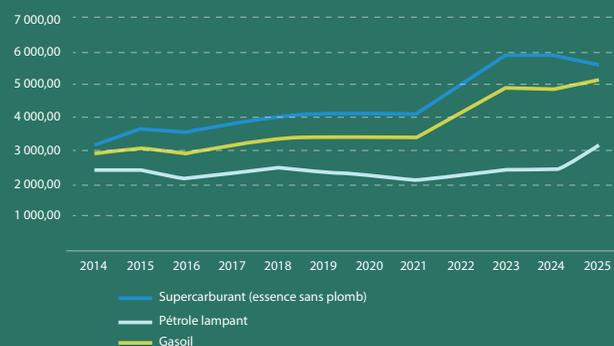
Nirina Randimbimanana



Madagascar - Évolution annuelle du prix des carburants à la pompe en Ariary (Ar)

Année	Supercarburant (essence sans plomb)	Pétrole lampant	Gasoil
Mai - 2025	5 510,00	5 510,00	5 170,00
Avr - 2025	5 320,00	3 030,00	4 970,00
Mar - 2025	5 320,00	2 830,00	4 970,00
Fev - 2025	5 500,00	2 630,00	4 890,00
Jan - 2025	5 700,00	2 430,00	4 760,00
2024	5 900,00	2 430,00	4 900,00
2023	5 900,00	2 430,00	4 900,00
2022	5 000,00	2 280,00	4 150,00
2021	4 100,00	2 130,00	3 400,00
2020	4 100,00	2 310,00	3 400,00
2019	4 142,00	2 338,00	3 462,00
2018	4 035,00	2 485,00	3 385,00
2017	3 773,00	2 315,00	3 175,00
2016	3 534,00	2 172,00	2 893,00
2015	3 673,00	2 382,00	3 062,00
2014	3 167,00	2 400,00	2 925,00

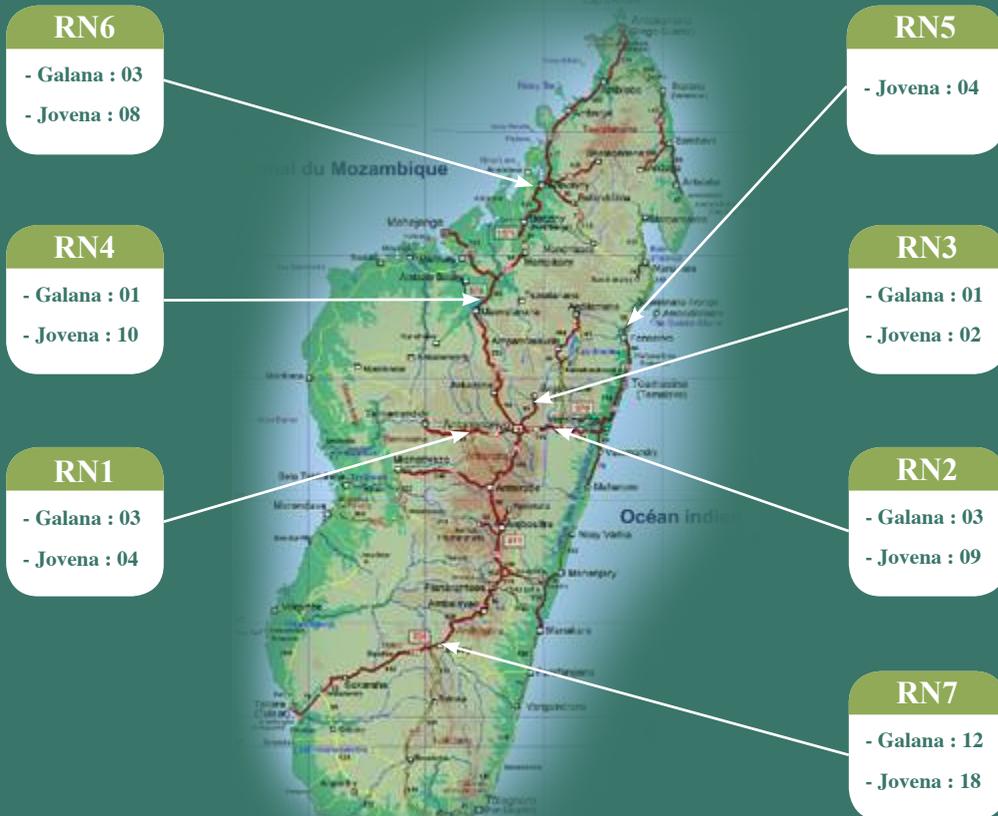
Prix des carburants en Ariary



De 2014 à 2018, les prix des carburants ont été maintenus stables grâce à l'intervention de l'État. Dès 2019, les tensions budgétaires et la crise sanitaire ont fragilisé ce modèle à travers un maintien artificiel des prix. En 2025, Madagascar passe à un système libéralisé avec des prix ajustés automatiquement, sans subvention.

Source : Office Malgache des Hydrocarbures

Répartition des stations-service sur les routes nationales



Vivo energy : **78 Stations**



TotalEnergies : **73 Stations**



Jovena : **113 Stations**



Galana : **72 Stations**

Source : Office Malgache des Hydrocarbures

festival de la nature

Antananarivo du 17 au 24 mai 2025

Initié par le **festival des baleines**

La sensibilisation de la population malgache à la protection des univers marins et terrestres fait partie des valeurs majeures que diffusent le FESTIVAL DES BALEINES soutenu par l'association CETAMADA. La notoriété nationale du festival est une force pour toucher une plus large population et élargir ses messages à la «NATURE» soutenue par ses partenaires.



Vous aurez toujours tort de croire qu'il faut "sauver la planète, la biodiversité ou le climat".

Tout cela nous survivra... Tirée du livre L'homme et la Terre de l'écrivain et philosophe Jacques Ellul.

Ce qu'il faut protéger, c'est nous... Notre humanité, qui dépend de cette biodiversité et des écosystèmes qui la soutiennent. Ceux qui vivent dans des villes bétonnées, grouillantes, isolés des écosystèmes naturels peuvent-ils réviser ce lien et comprendre qu'ils en font partie ? Soutenez les actions de sensibilisation du festival de la nature et...

FACILITEZ VÔTRE RSE... demandez nos packages de soutien adaptés...

La RSE regroupe toutes les actions de responsabilités sociales, sociétales et environnementales menées par les entreprises. Des obligations soutenues par le ministère de l'environnement depuis 2014. Soutenir le programme de sensibilisation du FESTIVAL DE LA NATURE, entre dans la certification défini, par la RSE, comme une reconnaissance des actions des entreprises en faveur du développement durable, tout en apportant de la visibilité à l'action.

REJOINGNEZ NOS PARTENAIRES POUR MENER 3 ACTIONS DE SENSIBILISATION A L'ATTENTION DE 3 COMMUNAUTÉS.

POPULATION & ASSOCIATIONS

SCOLAIRES & PARASCOLAIRES

ENTREPRENEURS & SALARIÉS



LE QUIZZ NATIONAL

animé par Julien LEPERS

Première phase : Sélection nationale diffusée sur TVM en simultané sur FACEBOOK pour les réponses. **Dimanche 18 mai - 18h** - Julien LEPERS pose des questions, sous forme d'un QSM (questions à choix multiples sur les enjeux environnementaux, sociaux et économiques). Les participants répondent par téléphone (via facebook) en direct.

Deuxième phase : Finales, entre les premiers classés de la phase TVM-FACEBOOK, lors de la soirée de gala du festival, **Samedi 24 mai** au Radisson Blu, qui se déroulera en présence et avec la participation des partenaires et sponsors du festival des baleines et de la nature. Sans inscription, ouvert à tous.



MA PLANÈTE JE T'AIME

Diverses actions de sensibilisation à l'attention du jeune public

Lundi 19 - mardi 20 - mercredi 21 - vendredi 23 Dans les locaux de l'Alliance Française Tana. Projections de films marins et terrestres - Interventions de spécialistes. Avec CETAMADA et INDRI - Sensibilisation de 800 jeunes. (1015 ans)

Du 22 au 24 mai - FESTIVAL DES INITIATIVES VERTES organisé par l'Alliance Française sur la dynamique entrepreneuriale verte et ses influences positives sur la jeunesse malgache.

Du 12 au 24 mai - EXPOSITION PHOTOS «Terre-Mer» des plus belles images offertes par la nature, à ce jour sans protection - Dans les locaux de l'Alliance Française à Tana.



RENCONTRES BtoB

animées par Julien LEPERS

«LE CLUB AFFAIRES CCIFM»

Judi 22 mai - 18h30 - After-work au KUDÉTA
Thème : *Préserver la biodiversité, un vrai atout pour le développement économique de Madagascar*. Animée par un économiste environnemental - La conférence sera précédée par la projection d'un film sur les baleines avec présentation des activités de l'association CETAMADA.

«DÉJEUNERS D'AFFAIRES»

«10 top entrepreneurs malgaches»

Du lundi 19 au vendredi 23 mai.
Sur invitation uniquement - 12h-14h
Fire Lake - Radisson Blu
Si intéressé, nous contacter.



PROJECTION DU FILM Océan sur écran géant

A l'attention de la communauté d'AKAMASOA
là où le Père PEDRO délivre sa messe dominicale
MERCREDI 21 MAI - 14h



Océan un film exceptionnel de Jacques PERRIN - Filer à 10 nœuds au cœur d'un banc de thons en chasse, accompagner les dauphins dans leurs folles cavalcades, nager avec le grand requin blanc épaule contre nageoire... Le film Océans c'est être poisson parmi les poissons, Jacques Perrin nous entraîne, avec des moyens de tournage inédits, des banquises polaires aux tropiques, au cœur des océans et de ses tempêtes pour nous faire redécouvrir les créatures marines connues, méconnues, ignorées. Océans s'interroge sur l'empreinte que l'homme impose à la vie sauvage et répond par l'image et l'émotion à la question. **Vous souhaitez vous impliquer ? contactez nous.**

REJOINGNEZ NOS PARTENAIRES



FESTIV Madagascar - Siège social : Avenue La Bigorne - Ambodifotatra - Sainte Marie - MADAGASCAR

Bureau: Lot I1H 18DA - Ankarena - ANKADINDRAMAMY - ANTANANARIVO 101 - RCS Toamasina 2014 B 00139 - STAT 90009 32 2014 0 0440 - NIF 3001836327

Gaz naturel : tensions d'approvisionnement sur le marché mondial

Le marché mondial du gaz naturel traverse aujourd'hui une période marquée par de fortes turbulences. Celle-ci est représentée par des tensions palpables sur l'offre, des hausses de prix ainsi qu'une compétition accrue entre les régions consommatrices. L'Europe fait face à des difficultés d'approvisionnement et l'Asie-Pacifique obtient une part croissante de la demande. Quant aux pays en développement, à l'instar de Madagascar, ceux-ci doivent naviguer entre opportunités et contraintes pour assurer leur transition énergétique.

L'indice des prix du gaz naturel révélé par la Banque mondiale a connu une augmentation de près de 4 % en novembre 2024. Cette montée ayant atteint son plus haut niveau depuis décembre 2023. Il s'agit d'une hausse qui est principalement attribuable à une variation de 8 % des prix de référence européens. Cette accentuation est due à une baisse plus forte que prévu des niveaux de stockage. On n'oublie pas non plus l'incertitude entourant le transit du gaz russe via l'Ukraine. Aux États-Unis, les cours du gaz ont également rebondi après une période de faiblesse. Cela laisse présager une tendance haussière pour cette année et pour 2026.

En parallèle, la consommation mondiale de gaz retrouve son niveau pré-pandémique. La demande mondiale, en augmentation de 2,5 % en 2024, devrait être principalement tirée par la région Asie-Pacifique, le Moyen-Orient et l'Eurasie. Dans un contexte de tensions géopolitiques, l'Europe, réduisant sa

dépendance au gaz russe, doit affronter une compétition accrue avec l'Asie pour les cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL). Une situation qui alimente la flambée des prix.

Une production en croissance, mais inégalement répartie

En parallèle à cette demande soutenue, l'offre mondiale de gaz naturel devrait progresser de 2,3 % en 2025 et en 2026. Si les régions du Moyen-Orient et de l'Amérique du Nord en sont les principaux moteurs, un rééquilibrage des approvisionnements vers l'Europe est tout de même prévu. Toutefois, la fin probable du transit du gaz russe via l'Ukraine pourrait aggraver la situation en Europe. Une hausse des importations de GNL peut en être la conséquence directe, accentuant la pression sur le marché mondial.

En Europe, les stocks de gaz illustrent ces tensions. À la suite de prélèvements plus importants

que prévu en novembre 2024, les installations de stockage de l'Union européenne ont chuté à 82 % de leur capacité. On peut constater une baisse de 15 % par rapport à leur niveau record. En cas d'hiver rigoureux, la pression sur l'offre pourrait encore augmenter.

Dans un contexte de tensions mondiales, Madagascar cherche à tirer parti de ses ressources en hydrocarbures. La récente découverte d'un gisement de gaz naturel dans le bloc n° 3112 à Mahaboboka-Sakaraha, au sud-ouest du pays, peut ouvrir de nouvelles perspectives. Le second forage à 2750 mètres a permis d'atteindre un gisement prometteur. Toutefois, des explorations supplémentaires sont nécessaires afin d'évaluer le potentiel exact de ce filon.

Cependant, le développement du secteur gazier malgache reste confronté à des défis particulièrement importants. Les investissements essentiels pour

exploiter ces ressources sont considérables. En effet, chaque nouveau forage coûterait environ 15 millions de Dollars. De plus, la viabilité économique de l'exploitation est incertaine. Une situation due aux fluctuations des prix du gaz sur le marché international ainsi qu'aux contraintes liées aux infrastructures disponibles dans le pays.

Pour la Grande-Île, l'enjeu va au-delà de l'exploitation de son potentiel gazier. Le pays a comme ambition le renforcement de son indépendance énergétique, avec notamment le gisement de pétrole de Tsimiroro. Ce dernier peut effectivement jouer un rôle clé pour l'atteinte de cet objectif. Toutefois, l'actuelle production reste limitée et les besoins énergétiques crois-

sants de Madagascar nécessitent une diversification des sources d'approvisionnement.

Madagascar : un potentiel gazier en devenir

Par ailleurs, le pays mise aussi sur une transition énergétique progressive. Les initiatives en faveur des énergies renouvelables, telles que l'électrification et l'utilisation de solutions de cuisson propre, témoignent d'une volonté d'assurer un accès plus fiable et durable à l'énergie.

Alors que le marché mondial du gaz naturel reste sous pression, Madagascar se trouve à un tournant stratégique. La valorisation des ressources gazières de la Grande-Île pourrait renforcer sa sécurité énergétique et réduire

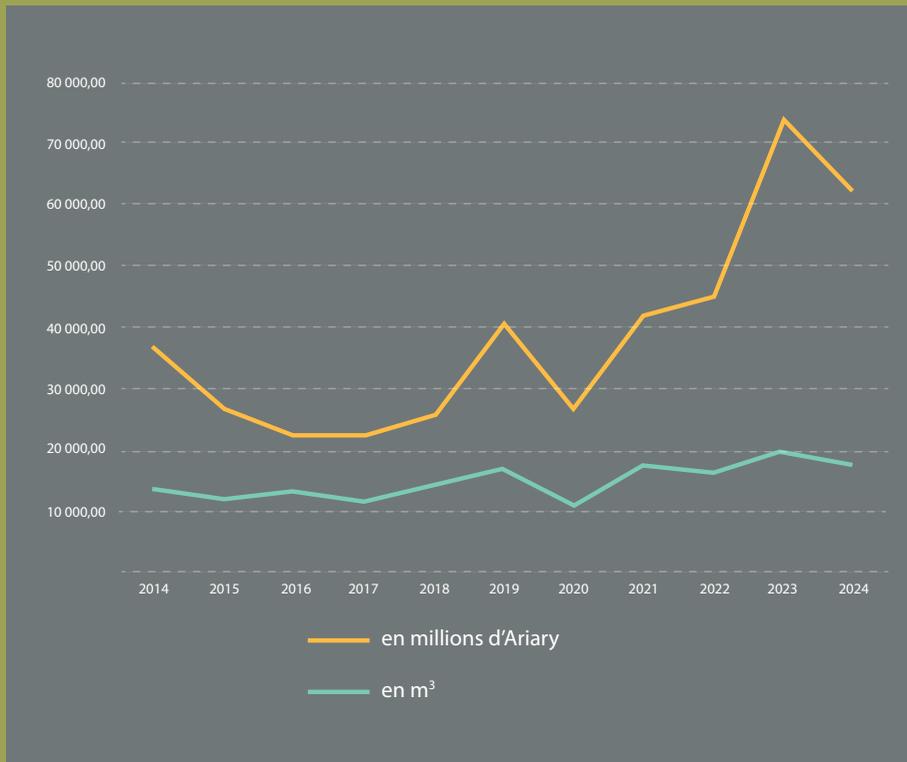
sa dépendance aux importations. Cependant, les défis techniques et économiques liés à cette exploitation demandent une approche prudente.

Dans un contexte de prix volatils et de compétition mondiale accrue, le développement du secteur gazier malgache devra s'inscrire dans une stratégie à long terme. Cela doit combiner une utilisation responsable des ressources locales et une intégration progressive des énergies renouvelables. Ce fragile équilibre sera indispensable pour assurer un avenir énergétique stable et durable à Madagascar.

C.R avec LE RADAR

Madagascar - Évolution annuelle de l'importation de gaz

Année	En millions d'Ariary	En m ³
2024	62 464,00	17462
2023	73 968,00	19895
2022	44 814,00	16113
2021	41 992,00	17401
2020	26 614,00	11001
2019	40 538,00	16904
2018	25 480,00	14206
2017	22 348,00	11584
2016	22 286,00	13096
2015	26 768,00	11884
2014	36 621,00	13475



Entre 2014 et 2019, la consommation de gaz a progressé grâce à des incitations fiscales et à la promotion du gaz butane pour préserver les forêts. Elle a ensuite chuté en 2020 et 2021 à cause de la pandémie. Depuis 2022, la reprise économique a relancé la demande.

Source : Office Malgache des Hydrocarbures



assistance+
notre nature, c'est la vie

CORRESPONDANT
EXCLUSIF DE **first assistance**



EVACUATION SANITAIRE

- Ambulances avancées
- Avions médicalisés
- Escortes médicales
- Equipes expérimentées



MÉDECINE D'URGENCE

- Intervention d'urgence médicale
- Assistance médicale & Analyse des risques



MÉDECINE GÉNÉRALE

- Visite médicale et suivi
- Infirmière à domicile
- Hospitalisation à domicile



CONSEILS EN ASSURANCE

- Gestion administrative
- Gestion de remboursement



ETIO+

- Examens de causalité précis
- Techniques manuelles spécialisées
- Traitements sur-mesure



SYSTÈME DE GÉOLOCALISATION

- Application pour smartphone
- Bouton panique - domicile
- Balise pour véhicules



LABO+

- Hématologie & Biochimie
- Immunologie & Hormonologie



PACK AINA / SANTÉ+

- Consultations et interventions d'urgence
- Accès à l'application UrgencePlus
- Transfert en Ambulance inclus

PLATEAU D'ASSISTANCE

DISPONIBLE 24 / 7



+ 261 34 07 801 10
+ 261 32 07 801 10

adhesions@assistanceplus.mg

ANTANANARIVO
MAHAJANGA
TOAMASINA

+261 34 07 801 07
+261 34 07 801 08



L'EXCELLENCE EN CAS D'URGENCE MÉDICALE



first assistance
EVACUATION
SANITAIRE

Couvertures disponibles :



- Internationale
- Régionale
- Nationale

CORRESPONDANT
EXCLUSIF



assistance+
notre nature. c'est la vie

- ▶ En cas d'Evacuation Sanitaire
- ▶ Pour une Assistance Médicale d'Urgence
- ▶ Équipes professionnelles disponibles localement 24 h / 7 j



Destination Madagascar ?

Voyagez dans la sérénité

BÉNÉFICIEZ DE LA
MEILLEURE PRISE EN CHARGE
EN CAS DE NÉCESSITÉ



first assistance
VOYAGE

-50% pour les enfants étudiants des adhérents
First Assistance en visite au pays



Économie mondiale : entre stabilisation et défis majeurs pour les pays en développement

Après les secousses des dernières années, l'économie mondiale semble retrouver un certain équilibre. Les dernières perspectives économiques de la Banque mondiale rapportent que la croissance mondiale devrait atteindre 2,7 % en 2025 et en 2026, un rythme similaire à celui de 2024. Cependant, derrière cette apparente stabilisation, les pays en développement, qui représentent 60 % de la croissance mondiale, doivent faire face à des obstacles majeurs pouvant freiner leur progression économique. Madagascar, plus particulièrement, se situe difficilement entre défis structurels et opportunités de croissance.

Malgré une prévision de croissance de 4 % pour les économies en développement en 2025 et en 2026, ce taux reste inférieur aux niveaux observés avant la pandémie de COVID-19. Le fossé entre les pays riches et les pays pauvres continue malheureusement de se creuser. Depuis l'année 2014, le taux de croissance moyen du revenu par habitant dans ces économies (hors Chine et Inde) est inférieur d'un demi-point de pourcentage à celui des économies avancées. Un certain nombre de facteurs explique ce ralentissement : une dette publique croissante, des investissements inconsistants, une baisse de productivité et un environnement commercial restrictif.

L'augmentation des restrictions commerciales mondiales a un impact direct sur ces économies. En 2024, celles-ci étaient cinq fois supérieures à la moyenne de la décennie précédente. Une situation qui réduit la capacité des pays en développement à tirer pleinement profit du commerce international. De plus, les flux d'investissements directs étrangers vers ces pays ont été divisés par deux par rapport au début des années 2000. Cela limite leur capacité à financer des

infrastructures essentielles à leur développement.

Madagascar : entre croissance et vulnérabilité

La Grande-Île est une parfaite illustration des défis et des opportunités auxquels sont confrontés les pays en développement. En 2025, la croissance économique du pays est prévue à 5 % grâce aux performances solides de l'agriculture. On parle notamment de la riziculture, qui devrait enregistrer une hausse de 9,5 %. Toutefois, cette embellie cache des faiblesses structurelles persistantes.

L'inflation, par exemple, reste élevée, atteignant 8 %, après un pic de 10,5 % en 2023. À cela s'ajoutent la dépréciation de la

monnaie et l'augmentation des prix des matières premières. Ces facteurs pèsent lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages ainsi que sur la rentabilité des entreprises. En outre, le déficit commercial, prévu se réduire en 2025 grâce aux exportations minières et agricoles, demeure un point de fragilité conséquent.

On note toutefois que l'environnement d'investissement connaît actuellement une transformation notable. Par exemple, la réforme du code minier et la levée de certaines restrictions à l'exportation devraient contribuer à la stimulation des investissements étrangers. Néanmoins, l'attrait du pays pour les investisseurs reste conditionné par la qualité des infrastructures ainsi que l'instabilité politique.



Rizière malgache

La pauvreté demeure une réalité prégnante. En effet, 83 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. On n'oublie pas non plus les défis environnementaux tels que la sécheresse et la déforestation. Ces derniers compromettent également la sécurité alimentaire et le développement durable du pays.

Nouveau modèle économique obligatoire pour les pays en développement

Pour relever ces défis, les économies en développement doivent repenser leur modèle économique. Un ensemble de réformes visant à stimuler l'investissement privé, renforcer les échanges commerciaux, améliorer l'efficacité de l'utilisation des capitaux et des talents est recommandé par la Banque mondiale. Dans ce cadre, une intégration économique accrue entre les pays en développement pourrait constituer un levier de croissance. Aujourd'hui,

plus de 40 % de leurs exportations de biens sont destinées à d'autres économies en développement. On fait ici référence à un chiffre deux fois plus élevé que celui de l'année 2000.

À Madagascar, des initiatives ciblées devraient renforcer la résilience économique. Pour dynamiser les échanges commerciaux et d'attirer davantage d'investissements, la modernisation des infrastructures, notamment dans les secteurs du transport et de l'énergie devrait être une priorité.

Par ailleurs, la mise en place de politiques macroéconomiques plus rigoureuses aurait pour conséquence l'atténuation de l'impact des fluctuations de la conjoncture mondiale.

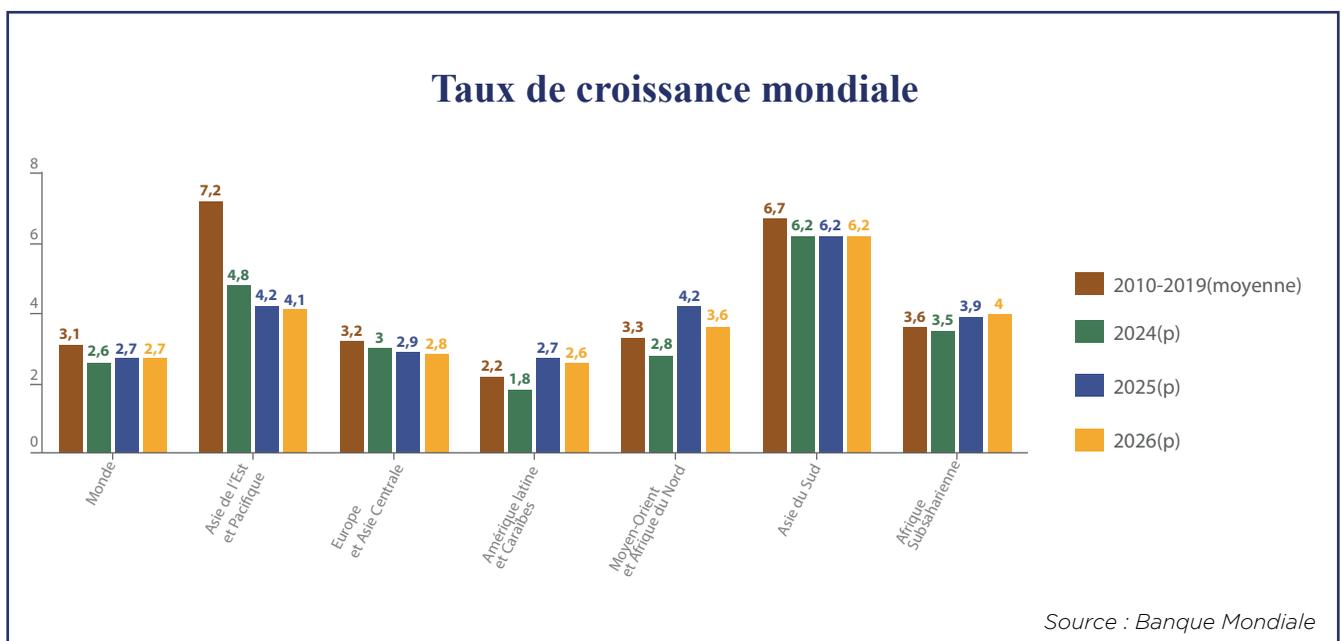
Un avenir incertain, mais porteur d'opportunités

Si les économies en développement sont contraintes d'affron-

ter des vents contraires, elles disposent également d'opportunités pour améliorer leurs perspectives de croissance. La transition climatique, notamment, peut ouvrir de nouvelles voies d'investissement et de développement durable. Si ces pays répondent aux besoins en infrastructures et en renforçant le capital humain, ils pourraient, non seulement stabiliser leur économie, mais aussi contribuer à l'atteinte des objectifs globaux de développement.

Dans ce contexte, la Grande-Île, avec toutes ses vulnérabilités, a les moyens d'accélérer sa croissance. Le pays devrait ainsi miser sur des réformes structurelles et sur la mise en place d'un environnement d'affaires plus attractif. La clé réside dans une vision stratégique à long terme, capable de transformer les défis actuels en catalyseurs de développement durable.

C.R avec LE RADAR



Selon les prévisions de la Banque mondiale dans son rapport « Global Economic Prospect, January 2025 », la croissance mondiale devrait se stabiliser à 2,7 % en 2025 et 2026, un niveau inférieur à la moyenne d'avant-pandémie. Cette dynamique globale modérée masque toutefois de fortes disparités régionales, avec l'Asie du Sud qui reste la région la plus dynamique.

Cacao et café : cocktail haussier sur le marché mondial

Les marchés mondiaux du cacao et du café connaissent une forte volatilité. On constate actuellement des hausses de prix spectaculaires en raison des tensions sur l'offre. Cette situation impacte à la fois les producteurs et les exportateurs, notamment à Madagascar, où la filière cacao occupe une place stratégique.

L'indice des prix des boissons de la Banque mondiale a grimpé de 18 % en décembre 2024. Une situation alimentée par une flambée des prix du cacao et du café. Le cacao, en particulier, a atteint des sommets inédits. L'augmentation a atteint 30 % en un mois, dépassant les 10 Dollars le kilo. Cette importante augmentation s'explique par une offre en berne, notamment en Afrique de l'Ouest. Dans cette partie du continent, les mauvaises conditions météorologiques ont effectivement amputé la production de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Ces deux pays, qui représentent environ 60 % de l'offre mondiale, font face à des récoltes particulièrement faibles. Les raisons ne sont autres que la sécheresse et les maladies qui affectent les plantations.

À cela s'ajoutent des difficultés structurelles et économiques. Le vieillissement des cacaoyers ainsi que le manque d'investissements dans la modernisation des exploitations freinent la productivité. De plus, la spéculation sur les marchés financiers accentue encore la volatilité des prix. En parallèle, la demande en chocolat demeure soutenue, notamment en Europe et en Amérique du Nord. Ce facteur contribue pleinement à la pression haussière sur les cours du cacao.

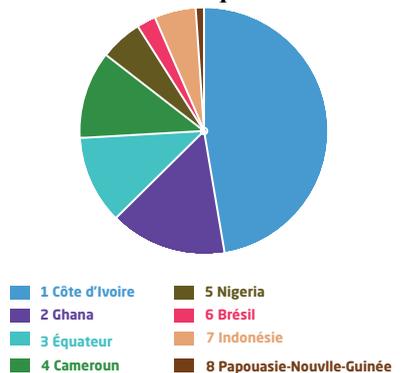
De son côté, le café arabica a bondi de 13 % en décembre, porté par



Classement des principaux pays producteurs de fève de cacao en 2023 -2024

Rang	Pays	Production en milliers de tonnes métriques
1	Côte d'Ivoire	1 800
2	Ghana	580
3	Équateur	430
4	Cameroun	300
5	Nigeria	250
6	Brésil	201
7	Indonésie	200
8	Papouasie Nouvelle-Guinée	41

Production en milliers de tonnes métriques



Source : [statista.com](https://www.statista.com)

une production brésilienne déficitaire. Le robusta, quant à lui, affiche une progression plus modérée (+5 %). La production mondiale de café, estimée à 169,8 millions de sacs pour la saison 2023-2024, devrait augmenter légèrement pour atteindre 172,4 millions de sacs en 2024-2025. Il faut noter que cela reste en deçà des niveaux de 2020-2021.



Madagascar : un acteur clé du cacao fin

Madagascar constitue un pays producteur qui se distingue sur le marché mondial par son cacao fin, prisé pour ses qualités aromatiques. En 2022-2023, la Grande Île a produit environ 17 000 tonnes de fèves de cacao, contre seulement 6 000 tonnes en 2015, illustrant une dynamique de croissance importante. Contrairement aux géants africains du secteur, le pays exporte un cacao presque exclusivement classé comme « fin ». Il s'agit ici d'une caractéristique

qui lui confère une valeur marchande élevée, avec certaines variétés capables d'atteindre les 5 000 Dollars la tonne.

Toutefois, les producteurs locaux ne profitent pas pleinement de cette valorisation. La présence d'intermédiaires et le manque d'infrastructures de transformation en sont les raisons principales. Si la majeure partie de la production est destinée à l'Union européenne, Madagascar explore désormais d'autres débouchés. Une initiative qui se fait notamment à travers des formations pour se conformer aux exigences du marché américain sous l'AGOA.

Malgré un potentiel reconnu, la filière malgache du cacao fait face à plusieurs défis. Les conditions climatiques représentent une menace majeure. En effet, le déficit de précipitations actuel pourrait grandement affecter les prochaines récoltes. Par ailleurs, le secteur souffre d'un manque flagrant d'industrialisation. La transformation locale du cacao reste embryonnaire,

bien que des initiatives émergent, à l'image des chocolateries locales soutenues par le Groupement des acteurs du cacao à Madagascar (GACM).

La transformation locale du cacao reste embryonnaire

Afin de structurer la filière, des efforts conséquents sont toutefois engagés. Des projets comme le Pôle Intégré de Croissance (PIC) accompagnent les producteurs. L'objectif est l'amélioration des techniques agricoles ainsi que la diffusion de plants améliorés. À ce jour, près de 10 000 producteurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités. On fait ici référence à un levier essentiel pour accroître la production et la qualité du cacao malgache.

Les dernières prévisions suggèrent un repli des prix du cacao cette année (-13 %) et en 2026 (-2 %), à mesure que l'offre mondiale se redresse. En revanche, la menace de nouvelles perturbations climatiques en Afrique de l'Ouest pour-

rait raviver les tensions sur les prix. Le café, lui aussi, devrait suivre une trajectoire similaire. Une stabilisation est attendue en 2026 après un éventuel recul de 5 % cette année.

Pour Madagascar, ces tendances mondiales sont à double tranchant. D'une part, une baisse des prix pourrait affecter les revenus des exportateurs locaux. D'autre part, la structuration de la filière et la diversification des marchés permettront de mieux résister aux fluctuations du marché.

Alors que la demande pour le cacao fin reste soutenue, Madagascar doit capitaliser sur son positionnement unique. L'objectif est de consolider la place du pays dans un marché en constante évolution. Une meilleure valorisation du cacao local, combinée à des initiatives de transformation, pourrait faire de la Grande Île un acteur incontournable du secteur dans les années à venir.

C.R avec LE RADAR

Madagascar - données clés sur la production et exportation de cacao

Production maximale annuelle : plus de **12.000 tonnes**

Les principales régions productrices de cacao :

1. SAVA
2. DIANA, notamment à Ambanja et Sambirano, qui sont réputées pour la qualité de leur cacao
3. Possibilité de plantations sur la côte Est, suggérant un potentiel d'expansion.

Les principaux clients du cacao malgache en 2020 :

- Pays-Bas : 9,5 millions USD
- Inde : 2,5 millions USD
- Malaisie : 2,4 millions USD
- Indonésie : 2,3 millions USD
- France : 1,5 million USD

Le cacao malgache : un trésor aromatique au fort potentiel international

- Un cacao de qualité premium : Madagascar est connu pour son cacao fin, très recherché sur les marchés internationaux, notamment en Europe et en Asie.
- Une filière prometteuse : malgré une production relativement modeste comparée aux grands pays producteurs comme la Côte d'Ivoire ou le Ghana, Madagascar tire une bonne valeur ajoutée de son cacao.
- Une opportunité d'expansion : l'exploitation sur la côte Est pourrait permettre d'augmenter la production et d'accroître les exportations.

Source : Economic Development Board of Madagascar

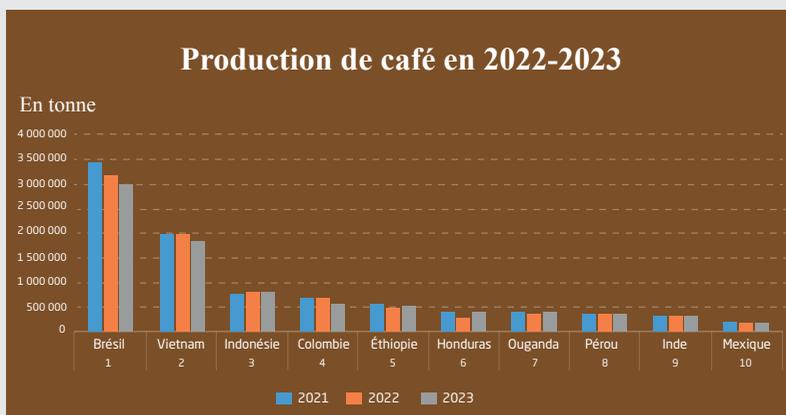


Madagascar

Une usine de transformation de cacao en poudre, sous le nom de Sambirano Ingrédients a été mise en place à Ambanja, dans la région de DIANA. Cette usine résulte du projet ODOF One District One Factory du Ministère de l'Industrialisation et du Commerce. La production annuelle de cacao dans le district d'Ambanja avoisine les **15 000 tonnes**.

Classement des principaux pays producteurs de café vert (en tonne)

Rang	Pays	2021	2022	2023
1	Brésil	3 405 267	3 172 562	2 985 581
2	Vietnam	1 956 782	1 953 990	1 845 032
3	Indonésie	760 192	794 762	786 191
4	Colombie	680 858	665 015	560 340
5	Éthiopie	559 400	496 200	545 566
6	Honduras	384 361	315 490	400 674
7	Ouganda	384 000	393 900	414 007
8	Pérou	369 550	352 645	363 996
9	Inde	332 848	338 619	334 000
10	Mexique	194 916	181 706	174 341





Barrière automatique



Imprimantes à cartes PVC



Radio de communication



Vidéosurveillance



Tripod



EPI



Consommables médicaux



Imprimantes thermiques
Scanners à code-barres



🏠 Immeuble Trade Tower Alarobia 3ème étage

🌐 www.cay-solutions.com

📱 Cay Solutions

☎ +261 32 03 654 01/03/20

✉ sales@cay-solutions.com

ROYAL CAFE ZANATANY

PUR ARABICA

Single origin - Itasy - Madagascar

Le Royal Café Zanatany est un pur arabica de qualité premium venant d'un terroir exceptionnel, la région volcanique d'Itasy, située au Moyen-Ouest de Madagascar, perchée à 1600m d'altitude.

Plus qu'un café ... une invitation au voyage

✉ molimadagascar@gmail.com
www.molicompany.mg

📱 [Royal Café Zanatany](#)





09

nouvelles entreprises
franches agréées en 2024

Source : EDBM



4 271,1

Milliards d'Ariary

d'importation ont été enregistrés à la Douane
pour les deux premiers mois de 2025

Source : Douane malagasy



675,6

Milliards d'Ariary

de recettes budgétaires ont été collectés par la
Douane pour les deux premiers mois de l'année
2025

Source : Douane malagasy



67 %

de personnes en Afrique subsaharienne vivent
dans l'extrême pauvreté

Source : Banque Mondiale



Environ

40%

des habitants d'Afrique subsaharienne sont
exposés à des chocs climatiques, la quasi-
totalité de cette population est considérée à
haut risque

Source : Banque Mondiale



17,2%

chute des exportations de biens par rapport à
2023

Source : Banky Foiben'i Madagasikara (BFM)



Plus de

70%

des Malgaches manquent d'accès aux besoins
essentiels

Source : Banque Mondiale



05

millions d'Euros

une aide budgétaire de sous forme de don
de la part de la France, à travers l'Agence
française de développement (AFD) pour
Madagascar

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

Relevé des Prix

Ce relevé des prix est le fruit d'une collaboration de longue date entre la CCIFM et Carrefour qui indique que, sur les mêmes périodes, le prix de la viande de porc, sur certains produits travaillés, est resté plus ou moins stable, avec une variation contenue de 0 à 7%.

PRODUITS	QUANTITE/ QUALITE	JANVIER 2024	JANVIER 2025	VARIATION %	FEVRIER 2024	FEVRIER 2025	VARIATION %	MARS 2024	MARS 2025	VARIATION %
Relevé des prix en grande distribution (en Ariary)										
Riz	Makalioka 1 kg	4300	4900	13,95	4500	4900	8,89	4 300	4990	16,05
Sucre	Blanc 1 kg	6990	8990	28,61	9500	8990	-5,37	6 500	8700	33,85
Huile Ordinaire	Le litre	8900	13900	56,18	13900	13900	0,00	13 590	10500	-22,74
Huile d'arachide	Le litre	26900	29990	11,49	29990	29990	0,00	29 990	29900	-0,30
Pain	Baguette de 170 g	1000	1000	0,00	1000	1000	0,00	1 000	800	-20,00
Pomme de Terre	le kilo	6000	6000	0,00	6000	6000	0,00	6 000	5490	-8,50
Bière THB (Nu)	Bouteille de 65 cl NU	3800	4300	13,16	3800	4300	13,16	3 800	4300	13,16
Poulet de chair	Le kilo	20800	22500	8,17	21900	22500	2,74	21 900	19000	-13,24
Poulet fermier	Le kilo	22400	33000	47,32	33000	33000	0,00	22 400	30500	36,16
Bœuf basse côte	Le kilo	19500	20800	6,67	19500	20800	6,67	19 500	20800	6,67
Relevé des prix des carburants (en Ariary)										
gaz oil	Le litre	4900	4760	-2,86	4900	4970	1,43	4 900	4970	1,43
super 95	Le litre	5900	5700	-3,39	5900	5320	-9,83	5 900	5320	-9,83
pétrole lampant	Le litre	2430	2430	0,00	2430	2830	16,46	2 430	2830	16,46
gaz	Bouteille de 12,5 kg NU	85200	96000	12,68	86600	96000	10,85	86 600	96000	10,85

Source : Carrefour Madagascar et TotalEnergies

Analyse des fluctuations monétaires (Janvier–Mars, 2020–2025)

	JANVIER					
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Euro (€)	4 045,00	4 590,00	4 440,00	4 630,00	4 885,00	4 830,00
Dollar (\$)	3 665,00	3 844,00	3 997,00	4 285,00	4 539,00	4 687,00

	FEVRIER					
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Euro (€)	4 110,00	4 580,00	4 455,00	4 515,00	4 883,00	4 926,00
Dollar (\$)	3 735,00	3 787,00	3 989,00	4 306,00	4 520,00	4 725,00

	MARS					
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Euro (€)	4 155,00	4 437,00	4 438,00	4 710,00	4 685,00	4 995,00
Dollar (\$)	3 790,00	3 802,00	3 983,00	4 353,00	4 363,00	4 648,00

Source : Banky Foiben'i Madagasikara (BFM)

Commerce bilatéral France - Madagascar



Échanges commerciaux entre la France et Madagascar

Exportation de la France vers Madagascar en millions d'Euros

	Année 2022	Année 2023	Année 2024
Total	204 895	196 906	166 450
1320 - Tissus	64 580	69 618	50 357
2120 - Préparations pharmaceutiques	33 662	30 831	33 849
1091 - Aliments pour animaux de ferme	17 729	14 275	12 156
1419 - Autres vêtements et accessoires	16 393	9 640	11 247
2620 - Ordinateurs et équipements périphériques	12 752	10 188	9 328
1396 - Autres textiles techniques et industriels	10 853	13 039	8 859
1051 - Produits laitiers et fromages	7 207	7 798	6 161
1399 - Autres textiles n.c.a.	7 954	4 155	5 221
2229 - Autres produits en matières plastiques	4 681	5 057	3 636
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	6 669	4 816	2 723
2813 - Autres pompes et compresseurs	5 373	7 438	4 408
2059 - Autres produits chimiques n.c.a.	4 872	5 636	5 292
2042 - Parfums et produits pour la toilette	4 383	5 010	5 271
2599 - Autres produits métalliques n.c.a.	4 905	4 858	4 799
2712 - Matériel de distribution et de commande électrique	2 882	4 547	3 143

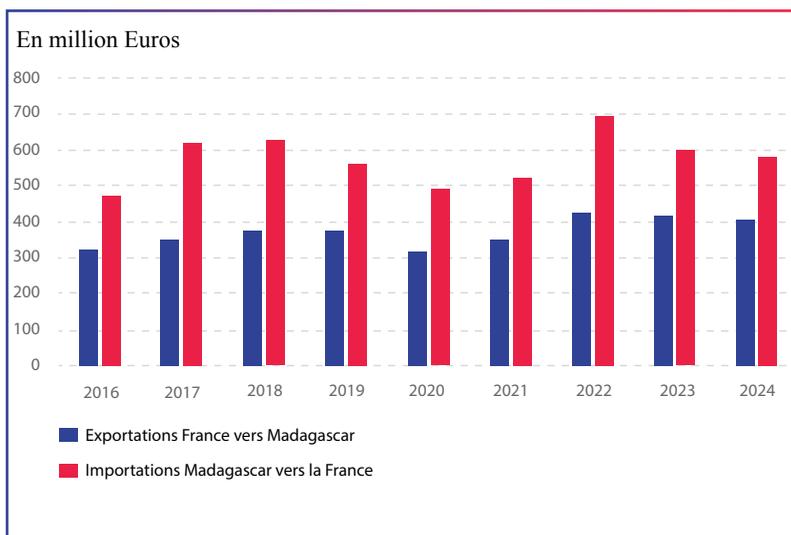
Valeur des biens importés en France depuis Madagascar en millions d'Euros

	Année 2022	Année 2023	Année 2024
Total	605 246	514 368	466 314
0128 - Plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques	187 890	102 600	97 342
1020 - Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	110 049	118 565	86 063
1412 - Vêtements de travail	43 816	28 890	31 305
1039 - Autres préparations et conserves à base de fruits et légumes	22 673	17 244	17 125
1413 - Autres vêtements de dessus	41 960	52 917	46 939
1419 - Autres vêtements et accessoires	39 465	40 144	38 700
1414 - Vêtements de dessous	40 271	40 296	38 944
1439 - Autres articles à mailles	44 196	40 234	43 659
1629 - Autres objets en bois ; objets en liège, vannerie et sparterie	16 579	16 270	17 313
0124 - Fruits à pépins et à noyau	17 567	28 504	18 946
1512 - Articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie	15 427	13 725	13 218
2053 - Huiles essentielles	13 428	9 147	10 976
1084 - Condiments et assaisonnements	11 925	5 832	5 784

Source : Direction générale des douanes et droits indirects français

Échanges commerciaux entre la France et Madagascar - en millions d'Euros

Année	Exportations France vers Madagascar	Importations Madagascar vers la France	Solde
2016	321	475	-154
2017	353	621	-268
2018	371	627	-256
2019	378	563	-185
2020	316	491	-175
2021	354	521	-167
2022	425	693	-268
2023	417	599	-182
2024	407	578	-171
12 derniers mois *	392	586	-194



*Les données pour l'année 2024 sont provisoires et couvrent les 12 derniers mois disponibles.

Ces données couvrent les exportations et importations de biens entre les deux pays, exprimées en millions d'Euros, sur une période allant de 2016 à 2024.

Source : Direction générale des douanes et droits indirects français



Crédits ENTREPRISES

UN COUP DE BOOST QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

Bénéficiez de nos **solutions de financements adaptées à vos besoins**

TRÉSORERIE | INVESTISSEMENT | IMMOBILIER

Echo



Les 05-06 décembre 2024, Madagascar a eu l'honneur d'accueillir le CEO Summit, un événement marquant pour la région de l'océan Indien, avec la participation de leaders visionnaires de l'Océan Indien. Cet événement a permis de poser des bases solides pour un développement régional commun et ambitieux. Voici un résumé des cinq résolutions phares qui ont été adoptées, visant à renforcer l'intégration régionale et à favoriser une croissance durable et inclusive.

- Création d'une plateforme de marque ombrelle pour l'Océan Indien : Lancement en 2025 d'une plateforme de marque

pour promouvoir la région à l'international, avec des initiatives comme la facilitation des déplacements des chefs d'entreprises et la création d'une zone de libre-échange à partir de Madagascar.

- Facilitation des échanges intra-régionaux : Mise en place d'une marque touristique durable pour l'Océan Indien, renforcement des connectivités aériennes et maritimes, et création de « cartes de circulation affaires » pour faciliter les échanges.
- Sécurité alimentaire et alimentation durable dans 5 pays de la zone océan Indien : Priorité régionale en 2025 sur la sécurité alimentaire, avec des actions pour renforcer la production locale et améliorer les échanges

agricoles au sein de la région.

- Devenir un catalyseur de changement pour l'émancipation des femmes dans l'Océan Indien : Création d'un réseau de femmes leaders et organisation d'un sommet des femmes de l'Océan Indien et de l'Afrique en 2025 pour promouvoir l'autonomie et le leadership féminin.
- Pérennisation du CEO Summit : Le CEO Summit deviendra un événement annuel, avec une édition 2025 à Antananarivo et une édition tournante, La Réunion étant désignée pour 2026.
- Ces résolutions ambitionnent de bâtir une région de l'océan Indien plus connectée, solidaire et durable, avec une place renforcée sur la scène internationale.



La French Tech Antananarivo, créée en 2019, joue un rôle clé dans la structuration et la mobilisation de l'écosystème Tech à Madagascar, tout en favorisant sa connexion avec l'international. Son objectif est de promouvoir l'innovation technologique au service de la société, en offrant un espace de recherche, d'expérimentation et d'accompagnement des talents.

L'organisation de la French Tech Antananarivo repose sur quatre principaux axes :

- **Financement et levée de fonds** : Accompagnement des start-ups dans la structuration financière, la recherche de financements, et la gestion de leurs relations avec les institutions financières et les Business Angels.
- **Start-up et international** : Aide à l'internationalisation des entreprises, structuration juridique et financière, études de marché et stratégie de communication.

- **Formation** : Élaboration d'un parcours complet d'accompagnement stratégique pour les start-ups.
- **Communauté et événements** : Organisation régulière d'événements et de rencontres pour ses membres.

La CCIFM a été un soutien de la première heure de la French Tech Antananarivo qui est la vitrine du savoir-faire français dans le domaine du digital et de la technologie à Madagascar. Un accord de partenariat a été mis en œuvre en juillet 2022 lors de la signature d'un mémorandum entre la CCIFM et la French Tech.



(De g. à dr.) Eileen Claudia Akbaraly, Valérie Zafindravaka, Fanja Razakaboana, Catherine Payet, Marieme Sav Sow



Tanteliarimiza Rakotomalala, Co-fondatrice du CEO Summit



(De g. à dr.) François Mandroux, Karine Rajaona Razafindrakoto, Bertrand Gardès, Mario Lechat, Sarra Beldi Vencatatchellum, Romuald Dario, Danil Ismael

Echos des trois premiers mois de l'année :

- **30 Janvier 2025** : Atelier incubateur de la French Tech à l'ESCM Business School
- **18 Février 2024** : Afterwork de la French Tech sous le thème de « Intelligence artificielle, les opportunités à Madagascar » au Kudeta Urban Club
- **26 Mars 2025** : Petit-déjeuner - Financement des Startups & des PME & Lancement de la plateforme Afrique France Entrepreneur le à Orange Digital Center Gare Soarano



(De g. à dr.) Njaratiana Rajaonah, Lheureux Patrice, Emmanuel Cotsoyannis, Jean Lahellec, Serge Ravelojaona

AFG BANK
Atlantic Group
NOS VALEURS

Résilience

Nous avançons avec détermination, transformant chaque défi en opportunité.

Engagement

Nous nous investissons avec passion pour accompagner nos clients et partenaires.

Orientation client

Nous plaçons nos clients au cœur de nos actions pour leur offrir une expérience d'exception.

Innovation

Nous imaginons des solutions audacieuses pour répondre aux défis de demain.



AFG Bank
...Et tout devient possible

De la Trano Kotona à la Trano Gasy

Ce carré long nous vient des Austronésiens, lointains ancêtres partis d'une Asie du Sud-Est qui ne s'appelait pas encore Indonésie. Jusqu'en 1816-1817 années des premiers contacts entre le roi Radama Ier et les Européens venus des Mascareignes, le « Trano Kotona » fut le prototype de l'habitation aristocratique. Aujourd'hui, le « Trano Kotona » s'incarne dans les cases royales Besakana et Mahitsielafanjaka, ultimes exemplaires reproduits à l'identique dans le Rova d'Antananarivo, ou « Mahandrihono » au Rova d'Ambohimanga. On retrouve le « Kotona » dans les maisons Zafimaniry comme dans les maisons royales du Sud-Est. Le « Kotona » se devine enfin dans sa réplique miniature qu'est le « Trano-manara », maison-froide, qui distingue les tombes des sous-groupes andriana, Andriamasinavalona et Andriantompokoindrindra.

Le « Trano Kotona » s'articule autour d'un pilier central de stature monumentale, dégageant une formidable hauteur sous plafond, qu'accentue le pignon à angle fermé, permettant de dérouler une toiture à forte pente, laquelle repose sur quatre parois de madriers verticaux, qui sont eux intercalés d'un joint végétal découpé en lamelle verticale dans une arête de feuille de palmier (fandra). Le tout dessine un carré long d'un seul tenant, sans cloison de séparation.

De Trano Kotona, on n'en compte guère plus. Sur les hauteurs de la colline d'Antananarivo, dans le valon d'Antsahatsiroa, subsistent vaille que vaille deux exemplaires historiques. Mais, de leur architecture originelle, elles n'ont gardé que l'aspect extérieur de bois, « sarendry », en point de chevrons.

Le carré long de la Trano Kotona s'est retrouvé dans le « square », terme anglais naturalisé malgache en « sokera », qui signifie simplement carré. Cette figure géométrique, on

la retrouvera dans les murs orthogonaux de la « Trano Gasy ».



*Besakana, prototype de la Trano Kotona.
En arrière-plan, le Temple du Rova d'Antananarivo*

Du bois à la terre et un peu de pierre

À partir des années 1830, Jean Laborde allait initier une armée d'apprentis à la taille géométrique de la pierre, depuis baptisée « labor-dienne » surtout sur les tombeaux. Arrivé avant le Gascon, et tout aus-

si industriels mais plus méconnu, l'Écossais James Cameron introduisit la brique, entre autres techniques de construction et d'artisanat. La décision de la London Missionary Society (LMS) d'honorer la mémoire des premiers martyrs protestants nous valut les « Memorial Churches » (Ambatonakanga 1864-1867, Ambohipotsy 1868, Faravohitra 1870, Ambonin'Ampamarinana 1874).

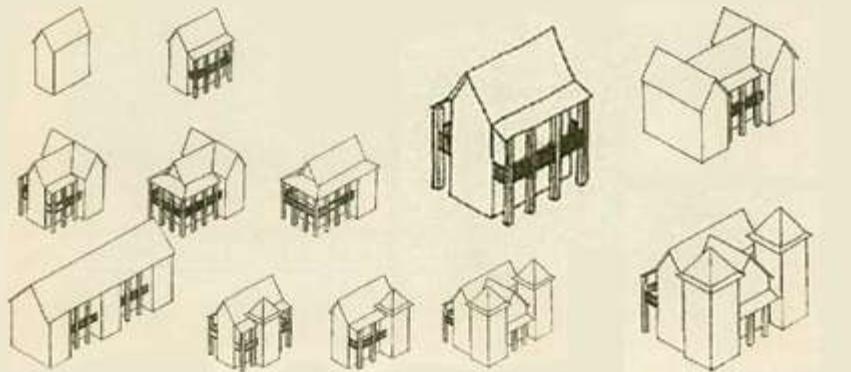
Entre-temps, l'usage intensif du bois pour l'architecture des Trano Kotona aura fait d'« Analamanga », la forêt-sombre ou la forêt-belle, une bosse minérale dépourvue de végétation. Anticipant ou accompagnant une évolution inéluctable, le Gouvernement leva l'interdit de l'usage de la pierre et de la brique au sein de la cité royale. Cette décision de juin 1868 était le préalable indispensable à l'enchâssement du palais de Manjakamiadans dans une carapace de pierres, dessinant cette silhouette qui couronne la colline

de l'Antananarivo historique depuis 1880. Marquant à la fois son règne et son baptême protestant, Ranavalona II fit construire le « **Tranovato Anatirova** », le Temple du palais dont le « vato fehizoro », pierre d'angle, fut mis en terre le 29 juillet 1869.

Si l'influence de la maison missionnaire LMS, construite en 1864 par James Cameron, d'après les plans de **William Pool**, pour servir d'habitation à Joseph Pearse fut capitale, cette architecture doit sa fortune par l'interprétation synchrétique que surent lui donner les gens d'Imerina. On retrouve de la matrice « Trano Kotona » dans la « Trano Gasy ». Adjonction d'un étage, aménagement de pièces intérieures, apposition d'une galerie circulaire. Auparavant, en une étape de transition, le dessin en « point de chevrons » des planches du pignon et des façades, avait abouti à la maison « Trano Sarendry », incarnée dans le Manjakamiadana de bois (1839), le Tranovola (1845) ainsi que les « Tranobe » des Andriana bien en cour ou des dignitaires Andafiavaratra et Andrefandrova, tous établis autour du Rova d'Antananarivo.

Cependant, avant la brique, les Malgaches connaissaient le « Faham-bainga » qui utilise la même technique que celle des « tamboho gasy », grandes murailles qui ponctuent encore le paysage en de nombreux endroits de l'Imerina. Le « tamboho gasy », formé de blocs de terre préformés et superposés, plus évasés à la base qu'au sommet, peut compter neuf strates pour les murs les plus imposants.

Dans l'épaisseur généreuse des murs « faham-bainga », en pisé, se pratiquaient les ouvertures des portes et fenêtres. Le plafond d'une « Trano Gasy » recourt à la technique du « terilatsy » : une trame de bambou enduite d'une terre mélangée à divers liants et badigeonnée à la chaux pour la finition. Les arrachements,



Essai de typologie par J.P. Testa

si joliment traduits par « malai-misaraka », qui-répugnent-à-divorcer, mariaient la structure centrale et la « varangue » juchée sur de hauts « tongo-davarangana », d'un terme créole possiblement d'origine scandinave, héritage de quelque charpentier de marine.



Trano Gasy : grandeur et décadence

« Trano Gasy » et crise économique. Deux notions qu'on n'aurait pas imaginé s'imbriquer. Sauf que l'architecture emblématique de la fin du 19^{ème} siècle, habitat statutaire que tout le monde se dépêchait de copier, n'a pas été épargnée par la paupérisation qui frappe les propriétaires qui en ont hérité de leurs arrière-grands-parents.

Hautes fenêtres étroites, à arc avec clef et imposte, linteau finement travaillé, ornements ciselés en méandres ou en denticules, balustres moulurés et lambrequins sur les planches de rives, banale rambarde figiolée, jusqu'au garde-corps métallique artistiquement forgé : vieilles particules d'une majesté décrépète, décor encore bourgeois il y a cinquante ans, avant la pauvreté et son classement abyssal dans les indicateurs du sous-développement.

De la belle brique dont l'ocre prolonge verticalement le pigment de l'argile tanin-drazana, murs décorés plus que renforcés par des chaînes d'encoignure saillantes qui

répondent à l'orgueil affiché des pieds jumelés, et en section carrée, des « **lavarangana** ».

Ce bois d'essence noble, utilisé pour ce plancher patiné par le temps ou ces lourds vantaux qui ouvrent sur une élégante galerie fermée par une balustrade en fer forgé, a traversé les siècles, imperturbable aux impuisantes griffures xylophages. Bois rare, bois précieux, désormais hors de prix, et symbole d'un coût d'entretien devenu complexe.

« Maty iray fasana, velona iray tranono » : une seule maisonnée abritant plusieurs générations, puisque frappe la crise du logement, sur fond d'étiollement général du pouvoir d'achat. L'élégant agencement est travesti par le bricolage de nombreuses « pièces rapportées ». Le beau «lavarangana» se retrouve calfeutré. La galerie du rez-de-chaussée, de plain-pied sur la rue, se découvre pas-de-porte, épicerie ou service bureautique sinon gargote de fortune.

Les murs ne sont pas indéfiniment extensibles, et la « Trano Gasy » se hérissé, d'un appentis utilitaire là, d'un auvent pas innocent ici. Autant de boursoufflures disgracieuses qui échappent à toute typologie architecturale. Chaque centimètre carré converti en dortoir supplémentaire, le moindre espace transformé en petit commerce d'appoint : grandeur très passée, décadence trop actuelle.

VANF

ORGANISEZ VOS ÉVÉNEMENTS ET SÉMINAIRES DANS UN CADRE D'EXCEPTION



ORGANISATION SUR-MESURE



Birdy et Relais des Plateaux vous accueillent pour vos événements professionnels dans des espaces modulables, modernes et entièrement équipés.

- Salles de réunion et salles de conférence (jusqu'à 90 personnes)
- Espace extérieure et rooftop (jusqu'à 1000 personnes)
- Restauration sur place – pauses gourmandes, cocktails, déjeuners d'affaires
- Équipements high-tech : vidéoprojecteurs, wifi haut débit, sonorisation
- Hébergements et transferts aéroport à proximité

RÉSERVATION

- ✉ RESERVATION@RELAIS-DES-PLATEAUX.COM
- ☎ +261 32 11 678 96
- 📍 RELAIS DES PLATEAUX ANTANETIBE IVATO
- 📍 BIRDY GALAXAXY ANDRAHARO



STCV : Pionnière du recyclage à Madagascar, entre innovation et reconnaissance

Derrière ses richesses naturelles et sa beauté unique, Madagascar fait face à un défi de taille : la gestion des déchets, dont le volume ne cesse de croître. Consciente des enjeux environnementaux, Gaëlle Randriamanana Pless a fondé la Société de Tri, Compactage et Valorisation (STCV) avec pour mission de réduire la quantité de déchets produits et de promouvoir l'écoresponsabilité auprès des citoyens. En quelques années, STCV s'est imposée comme un acteur clé du recyclage et de la transformation des déchets à Madagascar. Aujourd'hui, STCV se distingue par plusieurs réalisations majeures qui confirment son rôle de pionnier dans le secteur.



Gaëlle Randriamanana-Pless, lauréate du Prix Femme Francophone 2024

STCV a franchi une étape clé en obtenant son permis environnemental de l'Office National pour l'Environnement (ONE), confirmant sa conformité aux normes de gestion des déchets et à la réduction des émissions polluantes. De plus, elle se distingue en associant ce permis à un Bilan Carbone complet.

BNI Madagascar fait confiance à STCV pour la gestion de ses déchets

Le 4 décembre 2024, STCV a signé un partenariat stratégique avec BNI Madagascar pour gérer de manière durable les déchets de son siège à Analakely, une avancée dans la transition écologique des grandes entreprises malgaches.

La start-up a été couronnée Meilleure Start-up de Madagascar lors de la Cohorte N°6 de SPRINT, un prix qui lui a permis de participer à un programme d'accompagnement et de présenter ses innovations à Paris. Gaëlle Randriamanana-Pless, fondatrice de STCV, a remporté le Prix Femme Francophone 2024 pour son engagement dans l'assainissement de la ville d'Antananarivo, en contribuant à une gestion durable des déchets tout en créant des opportunités économiques pour les femmes. La remise du prix a eu lieu lors du congrès de l'AIMF à Lausanne, en Suisse, du 22 au 24 mai 2024.

Lauréat de l'appel à projet « Econnect, Territoires numériques en transitions »

STCV figure parmi les entreprises sélectionnées dans le cadre de l'initiative « Econnect, Territoires numériques en transitions », un projet cofinancé par l'Agence Française de Développement (AFD). Cette distinction vient récompenser son engagement en faveur de la digitalisation et de l'innovation au service de la transition écologique.

Grâce à ces exploits, STCV s'affirme comme un acteur clé du recyclage et de la valorisation des déchets à Madagascar, tout en contribuant activement au développement d'un modèle économique plus durable et inclusif.



« Kitapo »

NOUVEAUX MEMBRES

1^{er} trimestre



IRON MUSCLE FIT

Hygiène et Santé



SOCIÉTÉ JB

Agriculture/
Agroalimentaire



BECOM

Communication
Evenementiel



MODELICAD

BTP



PROCHIMAD

Commerce



TEKNET MAYOTTE

Telecomm/Tic



INESYS

Etudes et Conseils



MADAGASCAR
BUSINESS ASSISTANCE

Etudes et Conseils



HAIKO COMPANY

Etudes et Conseils



HUMAN TALENT
CONSULTING

Etudes et Conseils

Houssen Mebobaly : Quand une racine oubliée devient un produit d'exception et un moteur de changement

POSTERITAS LA RELÈVE



Notre rubrique « POSTERITAS », mot latin pour La Relève, met à l'honneur un membre dont le parcours et le projet méritent d'être connus. Cette fois, direction vers le sud de Madagascar avec Houssen Mebobaly, 38 ans, fondateur de Malakass, qui révolutionne l'agro-industrie malagasy en valorisant une ressource locale sous-estimée : le manioc. Avec une vision ambitieuse et un fort engagement local, il démontre que l'innovation peut être un puissant moteur de développement durable.

Pourquoi avez-vous créé Malakass, et quelle est votre ambition principale ?

J'ai créé Malakass en constatant que 80 % des Malagasy vivent dans la pauvreté alors que notre pays regorge de ressources inexploitées. Le manioc, souvent perçu comme un aliment du pauvre, a un potentiel énorme. Mon ambition est de prouver que Madagascar peut produire une farine de qualité internationale et d'offrir une opportunité économique aux agriculteurs locaux.

Pourquoi avoir choisi le nom Malakass pour votre entreprise ?

Le nom Malakass reflète à la fois un ancrage local et une ambition internationale. «Mala» vient de Malagasy, en hommage à Madagascar et à l'envie de valoriser les produits du terroir, notamment le manioc, tout en suscitant la fierté nationale. «Kass» vient de Cassava, le mot anglais pour manioc, pour marquer l'ouverture vers l'export et affirmer la vocation internationale de l'entreprise.

Qu'est-ce qui différencie Malakass dans votre secteur ?

Malakass, c'est une entreprise engagée, éthique et équitable. Nous respectons l'environnement et rémunérons nos agriculteurs de manière juste, en espèces et quotidiennement. Notre farine est naturellement sans gluten, de qualité supérieure et plus accessible que les alternatives locales ou importées. De plus, nous sommes la première industrie de Tuléar à respecter la norme "Malagasy Ny Antsika", garantissant un produit 100 % local et de qualité.

Comment contribuez-vous au développement local ou à l'innovation ?

Nous travaillons directement avec les agriculteurs de Tuléar en leur assurant une source de revenu stable. Nous redonnons de la valeur au manioc, un produit sous-estimé, et prouvons qu'on peut innover avec des ressources locales tout en favorisant un développement économique durable et inclusif.

Quel a été le plus grand défi de votre parcours entrepreneurial ?

Le plus grand défi a été de changer les mentalités. Beaucoup pensaient qu'il était impossible de produire localement un produit

de haute qualité et compétitif face aux importations. Il a fallu prouver que le manioc pouvait être valorisé et qu'une industrie malagasy pouvait atteindre les standards internationaux. Trouver des financements, structurer la filière et bâtir un réseau de distribution ont été des étapes cruciales.

Quels sont vos projets pour Malakass dans les 3 prochaines années ?

Nous voulons aller au-delà du manioc et explorer le potentiel de la patate douce, essentielle pour la sécurité alimentaire. L'objectif est de valoriser nos ressources locales, réduire la dépendance aux importations et donner aux Malagasy la fierté de consommer local. Nous développons une chaîne de valeur complète, de l'agriculteur au consommateur, et visons l'exportation vers les îles voisines, l'Europe et l'Amérique. Madagascar a tout pour être un acteur majeur sur le marché des produits naturels et nutritifs.

Quel conseil donneriez-vous à ceux qui souhaitent se lancer ?

Lancez-vous ! Il n'y a jamais de moment parfait, alors autant commencer maintenant. Si vous avez un projet à impact, allez-y à fond. Madagascar a besoin d'entrepreneurs audacieux. Entourez-vous des bonnes personnes et n'arrêtez jamais d'apprendre. Être entrepreneur, c'est un apprentissage permanent, et l'important est de garder le cap et d'avancer.

Propos recueillis par LE RADAR



ÉCHO

de nos adhérents



Société Générale Madagasikara devient BRED Madagasikara Banque Populaire



Siège du Bred à Antananarenina

Un tournant stratégique s'opère dans le paysage bancaire malgache : Société Générale Madagasikara change d'identité et devient BRED Madagasikara Banque Populaire. Cette transformation fait suite à l'accord signé l'an dernier entre la Société Générale et la BRED Banque Populaire, officialisant la cession totale des parts du groupe dans sa filiale malgache. Un

changement qui s'accompagne également d'une nouvelle direction : Thierry Charras-Gillot prend les rênes de l'institution, succédant à Yery Seck, qui fut également Trésorier et Conseiller Banque au sein de la CCIFM.



CFAO Mobility Madagascar inaugure son nouveau local

Le concessionnaire automobile CFAO Mobility Madagascar a inauguré son nouveau local le 16 janvier, marquant une étape clé dans son développement.

L'événement s'est déroulé en présence de Frédéric Hebert, Directeur de CFAO Mobility Madagascar et Administrateur

de la CCIFM, ainsi que de Fabrice De Creisquer, CEO de CFAO East & Southern Africa et ancien membre du bureau de la Chambre.



Nouveau local du CFAO à Ankorondrano

Un nouveau chapitre pour l'ESCM Business School !



Nouveau campus de l'ESCM au cité Planton

L'ESCM Business School franchit une nouvelle étape avec l'inauguration officielle de son nouveau campus, le 21 février 2025. Cet ambitieux projet a été mené avec le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France, ainsi que de l'Alliance Française d'Antananarivo. Sous la direction de Jonathan Ranjatoelina, dirigeant de l'établissement, administrateur de la CCIFM et co-président de la commission Réseaux et Communication, l'ESCM poursuit sa mission d'excellence en matière de formation et d'ouverture internationale.



PETITES ANNONCES



**Jonathan
Ranjatoelina**

Jonathan Ranjatoelina, administrateur de la CCIFM, a été nommé Ambassadeur de l'Alliance des Patronats Francophones pour l'Afrique de l'Est et l'Océan Indien. Son parcours, marqué par la création de BSM-Services et de l'ESCM Business School, illustre son implication dans le développement économique régional. À travers cette nomination, il œuvrera à renforcer les échanges économiques entre Madagascar, la région et l'espace francophone.



Matthieu Seguin

Depuis septembre 2024, Matthieu Seguin a pris les rênes de la STAR, filiale du groupe Castel à Madagascar. Il succède à Marc Pozmentier et rejoint l'administration de la CCIFM en tant que Conseiller agriculture. Sa nomination marque une continuité dans l'implication de la STAR au sein de l'écosystème entrepreneurial malgache.



**Thierry
Charras-Gillot**

Avec la transition officielle de Société Générale Madagasikara vers BRED Madagasikara Banque Populaire, Thierry Charras-Gillot a été nommé Directeur Général de la nouvelle entité. Il succède à Yery Seck, a rejoint également l'administration de la CCIFM en tant que trésorier et conseiller banque.



Abdelwalfi Atif

Abdelwalfi Atif a été nommé Directeur Général de la BMOI, succédant à Alain Merlot. Fort d'une expertise confirmée dans le secteur bancaire, il prend les commandes de l'une des principales institutions financières de Madagascar.



Emmanuel Lainé

Depuis septembre 2024, Emmanuel Lainé a pris la direction de l'Alliance Française d'Antananarivo (AFT), succédant à Pierre-Alexandre Kubler. Depuis plusieurs années, l'Alliance Française d'Antananarivo et la CCI France Madagascar entretiennent un partenariat solide, favorisant des échanges culturels et économiques fructueux.



Nicolas Le Guen

En septembre 2024, Nicolas Le Guen prend la tête de l'Agence française de développement (AFD) à Madagascar, succédant à Yves Guicquéro. Il poursuit les actions déjà engagées par l'AFD en appui aux pouvoirs publics, au secteur privé.

(F)ACTA

RÉALISATIONS



JANVIER - FEVRIER - MARS

Rencontre stratégique des CCI à Tunis : Un nouvel élan pour l'économie Afrique – Moyen-Orient (AMO)

Du 19 au 21 février 2025, Tunis a accueilli la Réunion de la Zone Afrique – Moyen-Orient du réseau CCI France International (CCIFI). Cet événement majeur, marqué par la participation active de la CCIFM a rassemblé plusieurs chambres de commerce françaises, dont la CCI France, la CCI Paris Île-de-France, la CCI Hauts-de-France, la CCI Pays de Loire, la CCI AF (CCI Algéro-Française), la CFCIM (Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc), la CCIFC (Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise) et la CCI France Jordanie – CAFRAJ. Les échanges ont permis d'évaluer les actions menées, d'identifier les défis communs et d'explorer des solutions innovantes pour accompagner les entreprises membres. À travers cette dynamique collaborative, les CCI de la région confirment leur engagement à accompagner le développement des entreprises et à favoriser des synergies porteuses d'innovation et de croissance. Une fois encore, cette réunion illustre la vitalité du réseau CCIFI et son rôle central dans le renforcement des échanges économiques entre la France et la zone AMO.



CCI françaises pendant la réunion de zone AMO à Tunis

Retour sur la Journée Service Appui aux Entreprises de la CCIFM

Le 27 février, la CCIFM a accueilli de nombreuses entreprises pour une journée dédiée à la découverte de ses services. Aussi, cet événement a permis à la CCIFM de présenter aux membres le projet d'offre d'appui à l'internationalisation – export, dans le cadre du programme SEED - INCUBOOST, porté par PPI - People Power Inclusion et Le CEENTRE, avec le soutien de l'Union Européenne. A noter que la Chambre fait partie des 20 Structures d'Appui à l'Entrepreneuriat (SAE) retenues pour bénéficier d'un accompagnement dans le cadre du projet SEED (Soutien à l'Écosystème Entrepreneurial pour l'Emploi Décent). Cette initiative exclusive, qui sera lancée prochainement, vise à renforcer l'accompagnement des entreprises membres et à favoriser leur croissance.



Présentation du service appui aux entreprises

Renforcement des liens entre la CCIFM et la French Chamber in Hong Kong

En mission à Hong Kong, Johanne Raharinosy, Présidente de la CCIFM, a effectué une visite de courtoisie à la French Chamber in Hong Kong. Accueillie par la direction de la chambre, cette rencontre a permis d'échanger sur les ambitions et projets des deux institutions pour 2025. Ce rapprochement ouvre de nouvelles perspectives de coopération pour accompagner les entreprises membres dans leur développement à l'international et renforcer leur présence sur les marchés asiatiques.



(De g. à dr.) Johanne Raharinosy, Stephanie Dodin, Rachel Fu

Global Industrie 2025 : l'industrie malgache à l'honneur

La CCIFM a représenté l'industrie malgache au salon Global Industrie 2025, qui s'est tenu à Lyon du 11 au 14 mars 2025. Cet événement d'envergure mondiale a rassemblé plus de 2 500 exposants et 50 000 visiteurs, offrant une visibilité précieuse aux opportunités industrielles malgaches. Aux côtés de la CCI France International, ainsi que des Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises du Portugal, de la République tchèque, de Belgique et de Tunisie, la CCIFM a mis en avant les pers-



pectives industrielles du pays et les atouts de ses entreprises membres. Grâce à des échanges stratégiques et des collaborations prometteuses, cet événement renforce la présence des entreprises malgaches sur la scène internationale, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles opportunités de croissance et d'investissement pour le secteur industriel du pays.



Club affaires : « Recruter par les comportements : ce que l'on ne vous dit pas »

Le 12 mars 2025, la CCIFM a organisé un Club Affaires exceptionnel en partenariat avec le GEM Groupement des Entreprises de Madagascar et l'APM Madagascar. Animée par Gwendal Boucher, président de « Ligne de Force », la session « Recruter par les comportements : ce que l'on ne vous dit pas », a mis en lumière une méthode novatrice en matière de recrutement, l'analyse comportementale.



**Nos industries transforment nos
ressources en opportunités.
Des industries fortes pour un
Madagascar productif et souverain.
Le SIM, fédérateur de ces forces vives
de notre économie.**



OPERA

VIE DES COMMISSIONS



JANVIER - FEVRIER - MARS

Commission Régionale

Mission entrepreneuriale régionale : la CCIFM renforce la coopération économique entre Madagascar et Mayotte

Du 3 au 7 février 2025, la Commission Régionale de la CCI France Madagascar présidée par Eric Verbard, a initié une mission entrepreneuriale à Mayotte en conduisant une délégation d'entreprises malgaches à Mayotte. Cette mission s'inscrit dans un contexte d'urgence à la suite du passage du cyclone Chido. Lors de cette mission, la délégation a participé à des rencontres stratégiques avec des institutions locales comme le Conseil Départemental et la Préfecture de Mayotte. Ces échanges ont permis d'explorer des opportunités dans des secteurs clés tels que l'agroalimentaire, les infrastructures et l'assurance. Des visites, comme celle du port de Longoni et des discussions avec le MEDEF Mayotte, ont ouvert la voie à des projets concrets. Cet effort s'inscrit dans une stratégie à long terme pour promouvoir un développement économique durable et renforcer les liens régionaux.



Délégation d'entreprises malgaches à Mayotte

Commission Eco Finance et Fiscalité

Conférence autour du thème « Investir dans les communes rurales »

La Commission Économie, Finance et Fiscalité a tenu, le 27 mars 2024 au centre Arrupe Faravohitra, une conférence axée sur les opportunités d'investissement dans les communes rurales. Organisé en partenariat avec FokonOlona47, cet événement a réuni des entrepreneurs, des maires de communes rurales, ainsi que des représentants de groupements et syndicats. La rencontre a permis de mettre en avant les perspectives d'investissement et les possibilités de partenariat avec les communes rurales de Madagascar.



Lova Rasoarahona - Co-Président de la Commission Eco Finance et Fiscalité

Célébration du mois de la femme 2025

La CCIFM dédie le mois de mars en l'honneur des femmes, avec diverses activités au profit des femmes membres. Cette année, la Commission genre et entrepreneuriat féminin de la CCIFM a organisé plusieurs activités.

06 mars

Formation professionnelle sur la
« Prise de parole en public »
conduite par Tsilavina
Rabemananjara



13 mars

Atelier move up talk sur
« genre et entrepreneuriat
féminin : au-delà des limites »
animé par Alexandra Kizizié



27 mars

Club affaires
afterwork « 8^{ème}
habitude du leader »
avec Hasina Ranaivo



21 mars

Atelier floral avec Wigo

Le saviez-vous

Longchamp aux côtés des femmes artisanes malgaches

Fondée en 1948, Longchamp est une maison de luxe française reconnue pour son savoir-faire en maroquinerie et son esprit d'innovation. Dans le cadre de son engagement en faveur des droits des femmes, Longchamp collabore avec Anaka, une ONG dédiée à l'accompagnement des femmes à Madagascar. En leur confiant le travail du raphia, un mot qui dérive du malgache rofia, matériau naturel au coeur de ses collections, la maison valorise un savoir-faire artisanal unique et soutient l'autonomisation économique de ces artisanes.



Sac raphia Longchamp

Membre de la



La CCIFM figure parmi les

120 Chambres Françaises

présentes dans

95 Pays du Monde

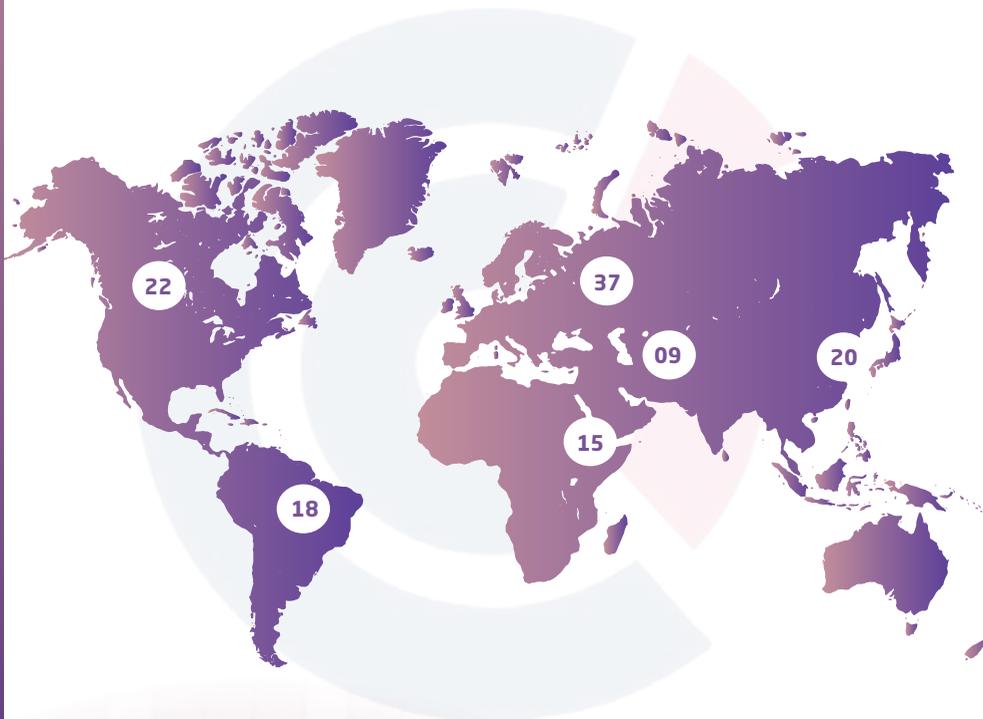
regroupant plus de

35 000 Entreprises adhérentes

La CCIFM compte à son actif

450 Entreprises à Madagascar

La CCIFM est un des principaux réseaux d'affaires privés à Madagascar



Conseil, Étude et Appui

Implantation
Croissance et Développement

Networking
et synergies professionnelles

Nos SERVICES



Formation et accompagnement RH

Business centers

Plateforme de veilles économiques et informationnelles

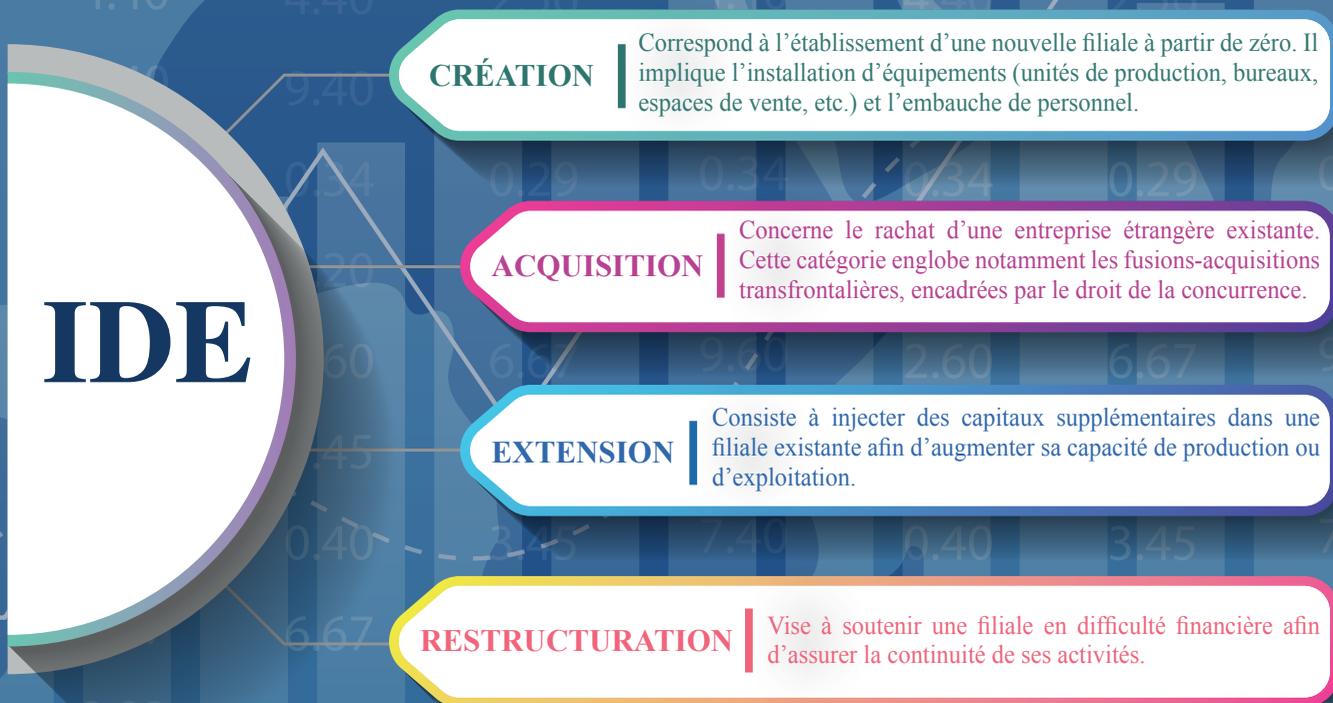
Les investissements directs étrangers (IDE) se définissent comme « investissements par lesquels une entité résidente d'un pays investit dans une entité résidente d'un autre pays, dans l'objectif de nouer une relation à long terme et d'exercer une influence significative sur sa gestion. »



Les investissements directs étrangers (IDE) peuvent prendre la forme de :

- Titres de participation, tels que l'achat d'actions, les apports en capital ou le réinvestissement des bénéfices
- Ou de titres de créance, incluant les obligations, prêts, dépôts et crédits commerciaux

On distingue plusieurs types d'IDE en fonction de l'objectif visé par l'investisseur et du degré d'intégration de l'entité cible dans la chaîne de production de l'entreprise :



NOTE

26% des investissements directs étrangers à Madagascar provenaient en moyenne de la France entre 2019 et 2023

Classement des Pays investisseurs à Madagascar

	France	Etats-Unis	Japon	Maurice	République de Corée
Taux d'investissement	▶ 26%	▶ 16,9%	▶ 13,6%	▶ 10,4%	▶ 7,8%

Culture en vues

Alliance française de Tananarive



La Dictée VIP - Finale du Concours de Dictée et du Championnat de Lecture 2025 - avec la participation d'ambassadeurs et de personnalités

Hakanto Contemporary



« Histoires de famille », une exposition avec Asma Ben Aïssa et Elie Ramanankavana

Cité des cultures



« Sans filtre », avec Zina Rabedaoro dans le cadre de la Journée Mondiale du Recyclage

Institut Français de Madagascar



« Ridô - Dévoiler les souvenirs » de Tsiriniana Hajatiana Irimboangy, lauréat de la 8^{ème} édition du Prix Paritana

Fondation H



« Memoria : récits d'une autre Histoire » - exposition panafricaine concoctée par 22 artistes issues de 14 pays d'Afrique et de ses diasporas

Ravinala



« Briller pour soi », de Rouge Émoi une exposition dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes

Dynamiser les échanges économiques entre Madagascar et ses pays partenaires, au premier rang desquels la France. Grâce à un réseau influent de décideurs et d'entrepreneurs. Avec une offre d'expertise en accompagnement stratégique dans divers secteurs d'activités.

La CCIFM a célébré ses 20 ans en 2023, marquant deux décennies d'engagement au service du développement économique. Encore merci aux partenaires des 20 ans.

Sponsors Officiels



Sponsors Gold



Sponsors Silver



Partenaires



AGENDA « UB »

DES EVENEMENTS CULTURELS

Madagascar - Antananarivo



Exposition « Eau » au Musée de la Photo, visible jusqu'en octobre 2025

Eau, source de différentes inspirations : les photos côtoient les expressions qui ruissellent dans la culture malgache et l'art contemporain s'invite dans les pièces céramiques pour illustrer le contenant aussi important que le contenu précieux.

<https://www.photo-madagascar.com>



Fondation H : exposition « Safiotra » (Hybridités/Hybridities) de Yinka Shonibare, à découvrir jusqu'au 28 février 2026

Une promesse d'escapade enchanteresse à travers une installation monumentale de livres aux couleurs des imprimés wax, entre autres. Une immense bibliothèque arty de rêve en quelque sorte... Les œuvres présentées couvrent 20 ans du travail du grand artiste britannico-nigérian Yinka Shonibare.

<http://www.fondation-h.com>



Exposition « Please sing my song before you go » de Joël Andrianomearisoa, Hakanto Contemporary Alhambra, ouverte depuis le 12 avril 2025.

L'artiste contemporain revisite la berceuse traditionnelle malgache « Iny Hono Izy Ravombazaha » à travers son œuvre.

<https://hakantocontemporary.org/fr/home-fr/>



Malagasy Design Gaze (Design Fair) au Flow Gallery, Ivandry puis en parcours hors les murs à la Fondation H shop et au Gourmet Ankorondrano, zone Zital : du 07 au 21 juin 2025

Cette première Design Fair à Madagascar présentera des objets d'exceptions œuvres de designers talentueux qui mettent en valeur les savoir-faire artisanaux malgaches et subliment le Vivant. Des pièces de design à découvrir et acquérir.

<https://www.facebook.com/malagasydesigngaze/about>



Pour les mélomanes et amateurs de musique classique, Madagascar Mozarteum propose des concerts gratuits.

De la musique classique avec le trio Elegiaco, trio à cordes en formation musique de chambre, dimanche 18 mai à 16h à l'AFT, Andavamamba.

Et en juin, Madagascar Mozarteum programme un groupe de musique malgache, en l'honneur du retour de l'indépendance en 1959 - 1960 avec Donné Andriambaliha, mardi 24 juin à 13h au Cité des cultures.

<https://www.facebook.com/groups/mada.mozarteum>



International

Allemagne 

C/O Berlin, Photographie africaine contemporaine : « Un monde en commun », à découvrir jusqu'au 07 mai 2025.

L'exposition rassemble 23 artistes africains du continent et de la diaspora avec des photos qui ont pour objectif de redéfinir l'Afrique dans la perception globale.

L'artiste visuelle Malala Andrialavidrazana y montrera sa remise en question d'un mode de pensée révolu avec sa vision extraordinaire de la carte du monde.

<https://www.co-berlin.org/en/program/exhibitions/world-common>



Etats-Unis 

Exposition « Healing Waters » à l'Utah Valley Museum of Art : du 20 mai au 27 septembre 2025.

L'eau, un sujet mondial. Encore une fois, l'art permet de transmettre les messages pour le soin de l'environnement.

L'artiste plasticien et designer graphiste malgache landry Randriamandroso participe à cette exposition collective qui parle de la réparation du lien avec le lac d'Utah.

landry Randriamandroso y continue donc son envol engagé avec ses œuvres sur les oiseaux, après l'étape Ravorona (L'Oiseau/Les Oiseaux) dans l'exposition Antson'ny tontolo miaina (Interpeller le vivant) en 2024, à Antananarivo.

<https://www.uvu.edu/museum/>

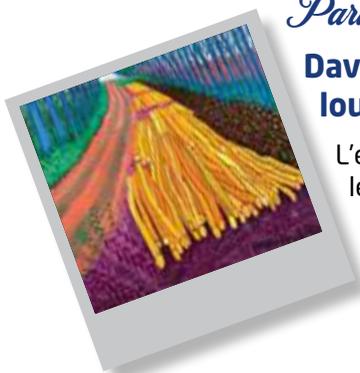


Paris 

David Hockney à la Fondation Louis Vuitton, un régal des yeux à ne pas louper, à voir jusqu'au 31 août 2025 !

L'exposition réunit 400 œuvres de l'artiste, des créations réalisées, de 1955 à 2025, avec les techniques les plus variées - des peintures à l'huile ou à l'acrylique, des dessins à l'encre, au crayon et au fusain, mais aussi des œuvres numériques et des installations vidéo.

<https://www.fondationlouisvuitton.fr/en/events/david-hockney-25>



Recueillis par Ihoby Rabarijohn

AGENDA

DES ÉVÈNEMENTS ÉCONOMIQUES

05 | JUIN
06 | 2025

Salon International - Rencontres Africa 2025

Ce salon international de premier plan réunira des entreprises et des décideurs des secteurs publics et privés, provenant de plusieurs pays d'Afrique et de France et se tiendra les **5 et 6 juin 2025 à Lyon**.

Salon International - Viva Technology

Viva Technology ou VivaTech, est un événement annuel incontournable qui se tiendra du **11 au 14 juin 2025** à Paris. Ce rendez-vous phare de l'innovation favorise les connexions entre start-up, leaders de la tech, grandes entreprises, institutions publiques et investisseurs, unis autour des grands enjeux contemporains.

11 | JUIN
14 | 2025

26 | JUIN
28 | 2025

5^e édition de la Rencontre des Entrepreneurs Francophones (REF)

La REF francophone rassemble chaque année des chefs d'entreprise, des représentants institutionnels ainsi que des organisations patronales venus des cinq continents. L'édition 2025, organisée en partenariat avec Unicongo, se tiendra du **26 au 28 juin** à Brazzaville, en République du Congo

Évènement CCIFM - Hanimpitoloha

En partenariat avec Henintsoa Morreti de chez « Haka Fy », « **Hanimpitoloha** » est un événement culturel destiné à mettre en honneur la gastronomie malgache, alliant convivialité et élégance. L'objectif principal est de mettre en valeur la culture locale dans un cadre historique et prestigieux. Il se tiendra le **03 juillet 2025** au jardin d'Andohalo.

03 | JUILLET
2025

MiVola

au coeur de votre quotidien

• depuis •

15

YEAR
ANNIVERSARY



AXIAN
OPEN INNOVATION
& FINTECH

SUIVEZ VOTRE FLOTTE EN TEMPS RÉEL AVEC NOTRE SOLUTION DE GÉOLOCALISATION



+ 3000 véhicules géolocalisés